

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

DES  
MALADIES PROFESSIONNELLES

OCCASIONNÉES PAR LE TRAVAIL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le Mardi 15 Décembre 1908, à 3 heures*

PAR

Jacques ADAM

---

*Président : M. AMBROISE COLIN.*

*Suffragants : { MM. RAOUL JAY,  
PERREAU, } professeurs.*

---

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

---

1908







THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

DES  
**MALADIES PROFESSIONNELLES**

OCCASIONNÉES PAR LE TRAVAIL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

---

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

*Sera soutenu le Mardi 15 Décembre 1908, à 3 heures*

PAR

Jacques ADAM

---

*Président : M. AMBROISE COLIN.*

*Suffragants : { MM. RAOUL JAY, } professeurs.  
                                PERREAU, }*

---

PARIS

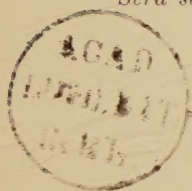
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE  
ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

---

1908





## INTRODUCTION

---

Dans son message transmis le 17 novembre 1881 au Reichstag par le chancelier prince de Bismarck, l'empereur Guillaume 1<sup>er</sup> terminait par ces mots.

« Les ouvriers que l'âge ou l'invalidité ont rendu incapables de pourvoir au gain quotidien, ont droit à plus de sollicitude que ne leur a accordé jusqu'ici la société. Trouver les véritables voies et moyens pour rendre cette sollicitude effective est une tâche difficile, il est vrai, mais essentielle de tout État qui est fondé sur les bases morales d'une vie publique chrétienne. C'est par une union étroite avec les forces réelles de cette vie et par l'organisation de ces forces, sous la forme d'associations corporatives placées sous la protection de l'État et jouissant de sa sollicitude qu'il sera possible, nous l'espérons, de remplir une tâche à laquelle le seul pouvoir de l'État ne pourrait satisfaire dans la même mesure. »

En Allemagne et en Autriche, les sujets atteints de maladies professionnelles sont indemnisés comme tous les ouvriers malades par des caisses d'assu-

rance contre la maladie. Ces caisses d'assurance sont elles-mêmes complétées, en Allemagne, seulement, par l'assurance contre l'invalidité, qui paie une rente viagère aux malades dont l'infirmité est devenue incurable, mais aucune législation, sauf celle de la Suisse, ne leur accorde le bénéfice de la loi sur les accidents du travail.

En France, la loi du 9 avril 1898 n'a envisagé que les accidents du travail, c'est une loi d'attente qui, dans un bref délai, sera complétée par une autre loi sur la réparation des maladies professionnelles. Rechercher quelle est la base juridique d'une loi portant réparation des maladies professionnelles, en vertu de quel principe de droit l'on peut rendre responsable des maladies professionnelles dont sont atteints les ouvriers, le patron qui n'a fait qu'exercer une industrie permise, en s'entourant de toutes les précautions d'hygiène possibles, quelle forme ensuite il convient de donner à cette loi de réparation pour concilier, dans la mesure du possible, les intérêts de l'ouvrier et ceux du patron. Tel est l'objet de notre thèse.

*Nous la diviserons en trois parties.* — Nous limiterons tout d'abord le cadre de la loi du 9 avril 1898, en nous efforçant de faire ressortir les caractères de l'accident et en opposant le risque « accident » dont s'est occupée la loi, au risque « maladie professionnelle » qu'elle a écarté. Nous examinerons

ensuite la théorie du risque professionnel, son fondement et ses applications dans les législations étrangères.

Et, enfin, nous terminerons par l'étude de la législation française.

Mais qu'il nous soit permis auparavant d'exprimer ici nos remerciements sincères à tous ceux qui ont bien voulu nous aider dans cette étude et faciliter nos recherches ; nous n'oublions pas, en effet, l'accueil très bienveillant qui nous a été fait au Ministère du Travail, sur la recommandation de M. Ambroise Colin, et nous regrettons d'être obligé de garder l'anonymat à celui que nous aurions voulu pouvoir remercier publiquement pour son aimable complaisance et ses conseils éclairés.



# PREMIÈRE PARTIE

---

DIFFÉRENCE ENTRE L'ACCIDENT ET LA MALADIE PROFESSIONNELLE



Définition de l'accident. — Extension donnée au mot « Accident » par la jurisprudence. — Critique de cette extension. — Définition de la maladie professionnelle. — Situation particulière de certaines catégories d'ouvriers.

---

La loi du 9 avril 1898 pose comme principe dans son article : 1° « Les accidents survenus par le fait  
« du travail ou à l'occasion du travail, donnent droit  
« au profit de la victime ou de ses représentants, à  
« une indemnité à la charge du chef de l'entre-  
« prise ».

La définition du mot « accident » n'est pas donnée, mais une circulaire du Garde des Sceaux du 10 juin 1899, a cherché à combler cette lacune : l'accident consiste, dit-elle, dans une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure.

Le ministre du Commerce également dans une circulaire du 25 août 1899, relative à l'application de la loi sur les accidents du travail déclarait que « limitée pour le moment, à l'industrie, la loi est également restreinte aux accidents proprement dits, conséquence immédiate ou prochaine d'un événement

soudain ; elle ne s'étend pas aux malaises professionnelles qu'entraîne l'exercice prolongé de certaines professions insalubres ». Et il ajoutait : « La distinction non douteuse en théorie ne laissera pas d'être souvent fort délicate dans la pratique. Ce sera une question d'espèce. »

Le docteur Thoinot, dont la compétence en cette matière est connue, a critiqué cette définition trop succincte ; pour lui, l'accident du travail est « toute blessure externe, toute lésion médicale, etc..., résultant de l'action soudaine d'une violence extérieure, intervenant pendant le travail ou à l'occasion du travail, et toute lésion déterminée au cours du travail ». La caractéristique de l'accident, a dit M. Léon Bourgeois, c'est d'avoir pour cause un événement soudain et violent à l'inverse de la maladie « qui est au contraire un état continu et durable né d'une cause également continue et durable ».

M. Verhaegen, en Belgique, a défini l'accident « tout événement qui, survenu par le fait du travail, entraîne une lésion de l'organisme ». (Congr. Acc. Trav. 1897).

C'est donner évidemment une trop grande extension au terme employé par le législateur. C'est faire entrer dans la classe des dommages entraînant réparation les maladies professionnelles que le législateur a voulu omettre.

Pour M. Sachet, « l'accident est une atteinte au

corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure ».

En résumé, l'accident est un fait soudain, imprévu un fait anormal et étranger au cours du travail ; le fait peut n'avoir aucune conséquence fâcheuse pour les personnes, il n'en constitue pas moins l'accident. Il peut, au contraire, occasionner des lésions corporelles et ce sont celles-ci seulement que le législateur a entendu viser et réparer à l'exclusion des autres conséquences dommageables.

Les principaux caractères du fait visé par la loi et reconnus par presque tous ceux qui ont étudié la loi de 1898 sur les accidents du travail sont : la cause extérieure, la soudaineté, la violence.

Une lésion corporelle peut bien se produire sans cause extérieure, mais il n'y a pas accident du travail. Certains faits cependant présentent des difficultés d'interprétation, notamment en ce qui concerne les lésions causées par l'effort : hernie, lumbago. Dans ces différents cas, peut-on décider qu'il y a vraiment une cause extérieure ayant déterminé une lésion corporelle ? Nous envisagerons cette question plus tard, en étudiant certains cas particuliers, dermatite, charbon, intoxications brusques, etc.

La loi ne parle nulle part de la soudaineté de l'accident, mais c'est l'idée exprimée par M. Millerand, ministre du Commerce, dans sa circulaire, lorsqu'il parle de l'accident comme « la conséquence immé-

diate et prochaine d'un événement soudain ». Les législations étrangères et la législation allemande en particulier, admettent comme indiscutable la soudaineté ou tout au moins une très grande rapidité dans l'éclosion des troubles organiques.

Telle est également l'idée du législateur français. L'article 11, en effet, qui règle la procédure à suivre dit que le chef d'entreprise doit déclarer dans les quarante-huit heures tout accident ayant occasionné une incapacité de travail. Le lieu précis, l'heure de l'accident doivent être mentionnés au procès-verbal ; enfin le certificat médical doit être déposé dans les quatre jours qui suivent l'accident. Il ne suffit pas qu'une lésion corporelle résulte d'une cause extérieure agissant d'une façon anormale pour qu'il y ait accident au sens de la loi ; il faut encore qu'il y ait soudaineté dans l'action de cette cause extérieure.

Mais la soudaineté, condition indispensable de l'accident n'est pas nécessairement condition suffisante. L'éclosion subite de troubles graves saturnins, qui ne sont que la conséquence d'un empoisonnement lent, ne constitue pas un accident du travail au sens de la loi.

Parfois également, la soudaineté de la lésion n'apparaît pas clairement. Longtemps après un accident, un ouvrier peut se plaindre de certains troubles dont il fait remonter l'origine à celui-ci. La loi du 22 mars 1902 accorde un délai d'un an à dater du jour de

l'accident pour introduire l'action en paiement d'une rente. (Art. 18.) C'est à l'ouvrier qu'il appartiendra d'établir la relation de cause à effet ; le retard dans l'apparition de la lésion peut n'être qu'apparent ; l'accident a provoqué immédiatement un trouble organique, trouble qui, après être resté latent pendant un temps, plus ou moins long, a abouti à l'éclosion d'une maladie, dont les effets se font sentir seulement à ce jour.

L'expertise établira la plus ou moins grande exactitude du rapport invoqué, mais bien souvent, le long délai accordé par la loi suscitera des difficultés presque insurmontables.

Plusieurs auteurs ne considèrent pas la violence comme un élément indispensable de l'accident, mais si par violence on entend que l'événement constitutif de l'accident doit être tel qu'il eut produit les mêmes effets, sur toute personne qui se serait trouvée dans des conditions identiques, à la place de la victime, pour accomplir le travail, en tenant compte cependant, de l'âge et du sexe, il semble bien que la violence est une condition indispensable de l'accident.

Les conditions énoncées ci-dessus, qui sont celles que l'accident doit remplir pour rentrer dans le cadre de la loi du 9 avril 1898, ne suffisent pas toutefois, pour que l'ouvrier ait droit à une réparation. Il faut encore que l'accident se soit produit par le « fait du travail ou à l'occasion du travail ».

L'étude de cette condition qui a donné lieu à de multiples interprétations et qui, à elle seule, suffirait à inspirer un ouvrage, ne rentre pas dans les limites que nous nous sommes tracées non plus que la question de la faute inexcusable de l'ouvrier. Nous les laisserons donc de côté, en faisant remarquer cependant que la jurisprudence entend les expressions « par le fait du travail ou à l'occasion du travail » dans le sens le plus large qu'il soit possible de leur donner (1).

(1) L'application de la loi sur les accidents du travail soulève une autre difficulté, que nous ne pouvons pas traiter ici, mais que nous tenons à signaler, nous voulons parler de l'infirmité préexistante. La question se pose ainsi : le juge, en présence d'un ouvrier atteint d'une incapacité permanente et absolue, peut-il lui allouer l'indemnité moindre fixée pour l'incapacité permanente et partielle, sous le prétexte que telles eussent été les conséquences de l'accident si cet ouvrier n'eut été déjà infirme au moment où il a été blessé, c'est par exemple le cas de l'ouvrier qui déjà privé d'un œil perd l'autre par l'effet d'un accident du travail.

La jurisprudence semble fixée définitivement dans le sens de la négative ; les tribunaux décident que, dans l'évaluation du préjudice causé, il ne faut pas tenir compte de l'infirmité préexistante. Cependant, trois objections bien fortes peuvent, semble-t-il, être faites à cette théorie ; l'ouvrier infirme, d'une part, ne pourra plus trouver d'emploi, le patron courant de trop grands risques en l'engageant, d'autre part, s'il consent à l'employer, il ne lui donnera qu'un salaire calculé d'après sa réduction de capacité ; enfin, difficulté pratique très grande à délimiter, ce qui est le fait de l'accident, et ce qui revient à la maladie antérieure. (Voir arrêts cassation : 23 juillet 1902. *Recueil périodique Dalloz*, 1903, I, p. 14. 10 décembre 1902 (même *Recueil*). Notice de M. Dupuich (même *Recueil*, 1901, 2<sup>o</sup>, p. 457). — *Bulletin de Jurisprudence des Assu-*

Avant d'entreprendre l'étude des maladies professionnelles, il nous faut d'abord mettre à part certains

*rances*, n° 18, 20 juin 1907, qui rapporte un jugement du tribunal de la Seine (4<sup>e</sup> ch.) du 20 février 1907. *Pied plat valgus* : Cour de Bordeaux, arrêt du 23 avril 1907, dans *La Loi* des 14, 15, 16 juillet 1907 ci-dessous rapporté :

« Ainsi jugé :

« La Cour,

« Attendu que le 8 juillet 1904, vers sept heures et demie du  
« matin, la dame Lignac, receveuse et garde-barrière à la station  
« de Calviac, venait de faire son service à l'occasion du passage  
« d'un train lorsque, entendant venir une automobile, dirigée par  
« un sieur Roullier, elle s'empessa de se rendre à la barrière pour  
« l'ouvrir et laisser passer ladite automobile ;

« Attendu qu'au moment où elle se disposait à remplir cet office,  
« ayant déjà ouvert le vantail gauche de la barrière, l'automobile,  
« sans attendre l'ouverture de l'autre vantail, s'engagea à une  
« allure encore assez vive sur la voie pour la traverser.

« Attendu qu'à ce même instant la dame Lignac s'affaissait,  
« subitement frappée d'une apoplexie pulmonaire, et que son corps  
« était presque frôlé par le véhicule ;

« Attendu que, relevée aussitôt par sa bonne, elle fut transportée dans son lit où elle expira peu après ;

« Attendu qu'une instruction correctionnelle ayant été ouverte  
« au sujet de cette mort, il fut, par le médecin légiste, procédé à  
« des constatations qui aboutirent à cette conclusion formelle,  
« que ladite mort avait été provoquée par une émotion violente ;  
« que, d'ailleurs, la dame Lignac était prédisposée à un pareil  
« accident par son état de grossesse et par une légère lésion cardiaque ;

« Attendu que l'arrivée de l'automobile, alors qu'elle n'avait  
« même pas fini d'ouvrir la barrière, est la seule explication possible de son émotion ; qu'on ne peut la rattacher à aucune autre  
« cause, impression ou événement quelconque, qui n'est d'ailleurs  
« même pas alléguée ; que tout concourt, au contraire, à établir  
« que ce brusque passage du véhicule dans l'étroit espace laissé

troubles organiques que, par suite de leurs caractères particuliers, la jurisprudence comprend sous la déno-

« libre a pu seul faire naître cette émotion, soit que la dame Li-  
« gnac ait redouté d'être atteinte par le véhicule, soit qu'elle ait  
« craint que celui-ci ne se heurtât contre le vantail demeuré fermé  
« ou contre la barrière opposée ;

« Attendu, sans doute, que la cour a, suivant arrêt du 30 dé-  
« cembre 1904, acquitté le sieur Roullier, poursuivi pour homicide  
« par imprudence, motif pris de ce que le lien nécessaire entre une  
« faute de Roullier et le décès de la dame Lignac n'était pas suffi-  
« samment démontré ;

« Mais attendu que, n'y eut-il aucune faute de Roullier, il n'est  
« pas moins certain que sa manœuvre, pour traverser rapidement  
« la voie sans attendre l'ouverture entière de la barrière, a suffi  
« pour impressionner vivement la dame Lignac que ses prédispo-  
« sitions rendaient plus sensible ; qu'il y a bien eu sur elle action  
« violente et soudaine d'une cause extérieure, encore qu'il n'y ait  
« pas eu heurt matériel du corps ; qu'il s'agit bien d'un accident  
« dans les termes de la loi du 9 avril 1898 ; que, d'autre part,  
« il n'existe aucune contradiction entre la conclusion à laquelle  
« la cour est ainsi conduite et son précédent arrêt du 30 dé-  
« cembre 1904 ;

« Attendu enfin que, il n'est pas douteux que la dame Lignac ait  
« été dans l'accomplissement de son travail, lorsque sous le coup  
« de cette émotion, elle a été frappée ainsi d'apoplexie ; que c'est  
« bien l'obligation où la plaçait sa fonction d'ouvrir la barrière  
« pour le passage de l'automobile qui l'a exposée à subir ladite  
« émotion et par suite a été cause de sa mort consécutive ; qu'il y  
« a donc relation suffisante entre les nécessités de son travail et  
« cette mort accidentelle pour qu'il y ait lieu à application de la  
« loi précitée du 9 avril 1898 ;

« Attendu que le tribunal a également fait une juste appréciation  
« des faits de la cause, en allouant à Lignac une rente de 175 francs  
« par an dans les conditions par lui spécifiées ; mais que c'est  
« manifestement à tort qu'en violation de l'article 28 de cette loi,  
« il a imposé à la Compagnie appelante le versement d'un capital

mination « accident » et auxquelles, par suite, la loi du 9 avril 1898 est encore applicable.

Nous devons tout d'abord éliminer de notre classification, les intoxications à début brusque, à marche foudroyante, causant soit la mort, soit des lésions permanentes, soit même quelquefois simplement des troubles de courte durée, tel est le cas de certains accidents charbonneux, de certains empoisonnements par l'hydrogène sulfuré et l'hydrogène arsénié, par le sulfure de carbone et l'oxyde de carbone.

La jurisprudence considère que, par leur début soudain et violent, ces intoxications ont tous les caractères d'un véritable accident du travail et rentrent dans le cadre de la loi du 9 avril 1898.

M. Sachet, dans son *Traité de législation sur les accidents du travail*, admet, lui aussi, que l'on doit considérer comme accidents, en raison

« à la Caisse nationale des retraites pour assurer le service de  
« cette rente.

« Par ces motifs, et ceux non contraires des premiers juges que  
« la cour adopte ;

« Déclare la Compagnie appelante mal fondée dans son appel ;

« L'en déboute,

« Confirme en conséquence le jugement entrepris ;

« Dit toutefois que la Compagnie appelante ne sera point tenue  
« de verser à la Caisse nationale des retraites le capital nécessaire  
« pour assurer le service de la rente allouée ;

« Fait à son profit mainlevée de l'amende ;

« Mais dit que, succombant dans le principal bénéfice de son  
« appel, elle devra supporter les entiers dépens. »

de l'action soudaine et violente de la substance toxique :

- 1° L'absorption brusque d'une substance toxique ;
- 2° La brûlure par un acide ;
- 3° La destruction du tissu pulmonaire d'un ouvrier, par la brusque inhalation d'un gaz délétère ;
- 4° L'empoisonnement du sang par suite de l'introduction de phosphore dans une plaie ou blessure déjà existante et, d'une façon générale, la contamination d'une plaie par l'introduction d'un corps étranger ;
- 5° L'empoisonnement par une piqûre d'insecte.

« La loi de 1898, d'après la cour suprême, s'applique aussi aux « *affections pathologiques accidentelles* » lorsque contractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, elles prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail. » (Cass. Req. 3 nov. 1903.)

Le charbon par exemple, chez les ouvriers mégisiers est non pas une maladie professionnelle résultant d'un empoisonnement lent et progressif, mais un véritable accident causé par un fait soudain et imprévu. Pour décider si la loi du 9 avril 1898 doit s'appliquer à un cas de charbon, il faut donc préciser le moment où l'inoculation du virus charbonneux s'est produite et établir que c'est au cours ou à l'occasion du travail. C'est ce que décide un juge-

ment du 2 août 1906, rendu par le tribunal de première instance de Millau (Aveyron) et confirmé par arrêt de la cour de Montpellier du 9 février 1907 dont nous extrayons l'attendu suivant :

« Attendu que le charbon n'est pas le résultat  
 « d'un empoisonnement lent et progressif qui atteint  
 « fatalement certaines catégories d'ouvriers comme  
 « les affections développées par la préparation du  
 « blanc de céruse ou du phosphore ; que s'il est  
 « considéré comme un véritable accident, c'est parce  
 « qu'il est causé par un fait soudain et imprévu qu'il  
 « est donc nécessaire de préciser le moment où le  
 « fait s'est produit pour décider si la loi du 9 avril  
 « 1898, peut recevoir son application..... » (1)

L'infection charbonneuse n'est pas exclusive pour telle catégorie d'ouvriers ; en dehors des industries incriminées, criniers, cardeurs de laine, bouchers, etc..., un certain nombre d'accidents de charbon peuvent être relevés.

Cependant la statistique démontre que pratiquement tout cas de charbon survenu chez un ouvrier occupé à manipuler des substances suspectes résulte de son travail même et doit être considéré comme un accident du travail (2).

A ces affections contractées dans l'accomplisse-

(1) *L'Avenir économique et financier*, n° du 30 octobre 1907.

(2) *Moniteur des Assurances*, 15 mars 1901. Dt J. P. Langlois.

sement d'un travail industriel, on peut en effet assigner une origine et une date déterminées (1).

Nous faisons remarquer cependant que la commission d'hygiène industrielle propose d'admettre le charbon au nombre des maladies professionnelles et dit qu'un délai de six jours à partir de l'origine de l'incapacité de travail suffira en général pour que le diagnostic puisse être établi et la déclaration faite (2).

Prenons un autre exemple.

Les tribunaux (3) décident que la syphilis dont est atteint un ouvrier verrier en pressant entre ses lèvres une canne souillée par un de ses camarades atteint de cette maladie, ne saurait, en aucun cas, être assimilée à une maladie professionnelle. La date et le point de départ de la maladie peuvent être fixés avec une précision suffisante ; elle ne résulte nullement de l'exercice régulier de la profession de verrier ; elle n'en est pas forcément la conséquence ; elle est au contraire, le résultat d'une imprudence grave commise par un compagnon de travail. Elle constitue un accident du travail, c'est-à-dire une de ces affections pathologiques accidentelles contractées dans l'accom-

(1) Cass. Requête, 3 novembre 1903.

(2) Rapport général de M. Leclerc de Pulligny à la commission d'hygiène industrielle (1903).

(3) Tribunal civil de Montbrison, 21 février 1903, confirmé par la cour d'appel de Lyon, le 3 août 1903. *Revue judiciaire des accidents du travail*, année 1904, p. 48.

plissement d'un travail industriel, qui prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de ce travail.

Nous croyons devoir faire remarquer cependant ici que si le fait anormal nécessaire pour constituer l'accident du travail, existe bien, à savoir : la souillure de la canne qui passe de bouche en bouche, par le virus syphilitique, ce fait anormal, nécessaire pour qu'il y ait accident du travail n'est cependant pas suffisant.

La violence, une des caractéristiques de l'accident, manque ici totalement. Il est difficile de croire que le législateur a pensé couvrir de pareils événements en édictant la loi de 1898. Dans le texte de la loi, il est toujours question d'un fait précis, qui se passe à une heure déterminée, qui doit être déclaré dans les quarante-huit heures ; le certificat médical doit être déposé dans les quatre jours.

Au contraire, pour la syphilis dont est atteint un ouvrier verrier, il n'y a pas là un fait précis, immédiatement contrôlable. Les symptômes de cette maladie n'apparaissant qu'au bout d'un mois environ, comment établir sûrement alors que la contagion s'est produite à l'occasion du travail.

Que l'ouvrier verrier qui contracte la syphilis dans l'exercice de sa profession, ait une action contre celui qui l'a contaminé, et contre le patron respon-

sable de l'introduction d'un ouvrier contaminé dans l'atelier, rien de plus juste au point de vue social, mais nous ne pensons pas qu'au point de vue juridique cette action puisse être intentée en vertu de la loi de 1898, loi d'exception, ayant sa procédure exceptionnelle. Il ne faut voir dans cette extension donnée par la jurisprudence au mot « accident » qu'une tendance à devancer la législation sur les maladies professionnelles, comme jadis elle avait devancé la législation sur les accidents.

Lorsqu'il existe un déséquilibre entre la législation et le développement économique et social, ce désaccord se manifeste par des créations spontanées et la déformation des textes interprétés. C'est l'article 1382 du Code civil remis en œuvre pour la maladie professionnelle, comme il l'a été avant la loi de 1898 pour les accidents.

Et nous ne saurions mieux faire que citer cet attendu d'un jugement du tribunal de la Seine du 2 mars 1904 (intoxication saturnine) :

« Attendu que si la seule infraction aux règlements constitue une faute au point de vue pénal et civil, l'observation de ces mêmes règlements ne suffit pas à elle seule pour dégager nécessairement la responsabilité du patron ; que les règlements administratifs se modifient au fur et à mesure des transformations de l'industrie et de l'apparition des dangers qu'elle comporte, que le fait de

« n'avoir point entouré l'ouvrier de toutes les pré-  
 « cautions pratiquement réalisables et susceptibles de  
 « réduire au minimum les dangers qui le menacent,  
 « constitue une faute suffisante pour entraîner la  
 « responsabilité civile du patron. »

« Pour le juge, auquel il est toujours mauvais de  
 « demander la loi, pour l'ouvrier qu'aigrit le hasard  
 « d'un procès, pour le patron qui redoute à bon droit  
 « l'imprévu et l'indéterminé dans ses frais généraux,  
 « mieux vaut que le législateur fasse lui-même par  
 « avance l'arbitrage et dise la loi (1). »

M. Breton dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi du 3 juillet 1903 fait remarquer combien cette façon de concevoir le risque professionnel est paradoxale : elle conduit, dit-il, tout simplement, lorsqu'il s'agit de maladies professionnelles à considérer comme étant du domaine du risque professionnel tout ce qui n'a qu'un rapport plus ou moins lointain avec l'exercice de la profession et à en exclure délibérément les conséquences directes et normales de cet exercice même. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence n'hésite pas à faire rentrer dans la catégorie « accident » :

1° Le durillon forcé (2) ;

(1) Rapport préparatoire au comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail présenté par M. Paulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales au Ministère du Travail.

(2) Justice de paix de Paris, 29 août 1900. « *La Loi* », 22 octobre

2° Le coup de fouet (1);

3° L'accident survenu à la suite d'une attaque d'épilepsie (2);

4° La syncope, lorsqu'elle est la suite de l'émotion nerveuse consécutive à un accident (3);

5° L'intoxication saturnine « brusque » produite par des vapeurs se dégageant des fours industriels (4);

6° L'intoxication éthylique.

A l'inverse des cas étudiés ci-dessus, la pénétration continue et presque insensible, dans l'œil d'un ouvrier affuteur de scies, de parcelles ou poussières métalliques, constitue un fait dépendant de l'exercice normal de sa profession, il n'y a pas là le caractère d'un accident, il peut en résulter une maladie professionnelle, mais la loi de 1898 ne s'applique pas. (Cour de Nancy, 28 décembre 1905.)

De même, les brûlures occasionnées par les caustiques à un ouvrier teinturier en peaux, brûlures qui sont la conséquence naturelle de l'exercice habituel de sa profession et spécialement une dermatite de la

1904. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, n° 43, p. 49.

(1) Justice de paix de Paris, 49 septembre 1900.

(2) Tribunal civil de Saint-Etienne, 16 mars 1903. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, n° 43, p. 35.

(3) Tribunal civil de la Seine, 28 janvier 1903. *Revue judiciaire des accidents du travail*, année 1904, p. 48.

(4) Tribunal civil de Vienne, 24 janvier 1903. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, n° 43, p. 32.

main droite progressivement amenée par le contact journalier des substances caustiques ne constitue pas un accident du travail. (Voir l'arrêt rapporté ci-dessous.) *Gazette des tribunaux*, 25 et 26 février 1907. Cour d'appel de Grenoble (2<sup>e</sup> Chambre, 25 janvier 1907). (Voir aussi Dalloz, 1903, I, 274.) Cour de Besançon, 20 mars 1903. (*Recueil documents accidents du travail, jurisprudence*, 3, 59.)

A la date du 26 juin 1905, le tribunal civil de Grenoble a rendu le jugement suivant, qui expose les circonstances de la cause :

« Le tribunal :

« Attendu que les experts, MM. les docteurs Porte  
« et Cibert et M. Labatut, désignés par jugement du  
« 14 août 1905, ont rempli la mission qui leur avait  
« été confiée et déposé un rapport de leurs consta-  
« tations, et qu'il y a lieu aujourd'hui de statuer sur  
« les conclusions respectives des parties ;

« Attendu que la définition de la maladie profes-  
« sionnelle donnée par le tribunal dans le jugement  
« précité ne peut constituer la chose jugée propre-  
« ment dite ; qu'il n'y avait là qu'une indication sou-  
« mise à l'appréciation du rapport médical ; que,  
« toutefois, la thèse du tribunal ayant été pleine-  
« ment acceptée, voire même ratifiée par les con-  
« clusions des hommes de l'art, il est aujourd'hui  
« incontestable que le demandeur a bien été victime  
« d'un accident professionnel ;

« Attendu que l'expertise officieuse versée aux  
« débats s'écarte peu des données principales du  
« jugement du 14 août, caractéristiques de l'infir-  
« mité professionnelle ; que, toutefois, il est inexact  
« de soutenir avec le docteur Thoinot que la loi de  
« 1898 n'est applicable qu'en face d'un traumatisme  
« précis auquel on pourrait assigner une date chro-  
« nologique déterminée ; que, s'il en est ainsi, les  
« lésions internes à marche lente échapperaient au  
« cadre de la loi ; que cependant une jurisprudence  
« contraire s'est nettement affirmée, notamment en  
« matière de hernie, dont le début est parfois insi-  
« dieux et incertain ;

« Attendu, à cet égard, qu'il suffit pour le juge  
« d'avoir la conviction certaine de l'influence native  
« d'un fait de travail accidentel et inopiné pour que  
« la loi s'applique ;

« Attendu que, même en acceptant la thèse du  
« docteur Thoinot, il demeure acquis par les éléments  
« de la cause (enquête du juge de paix) que Veyron  
« a été vu par divers témoins avec des éraflures et  
« des écorchures aux mains, résultat direct de la  
« brûlure par les caustiques ; que, dès lors, on ren-  
« contre bien dans cette constatation l'élément inopiné  
« brutal et imprévu du risque professionnel ;

« Attendu que les experts n'ont pu déterminer si  
« la maladie avait commencé exactement au service  
« de Terray et Chaix, ou bien, au contraire, si son

« évolution s'était produite toute entière pendant  
 « que Veyron était au service de Terray et C<sup>ie</sup>, que,  
 « cependant, ils inclinent vers cette deuxième hypo-  
 « thèse, à l'aide, il est vrai, d'éléments extrinsèques  
 « à la science médicale ; qu'ils constatent, en effet,  
 « qu'au moment de son départ de chez Terray et  
 « Chaix (avril 1904), Veyron n'a formulé aucune  
 « réclamation, ce qui indique un état de santé au  
 « moins satisfaisant ; qu'il est ensuite rentré chez  
 « Terray et C<sup>ie</sup>, défenseurs actuels, et que c'est au  
 « service de ces derniers que la maladie a pris une  
 « acuité particulière ;

« Attendu que cette appréciation des experts doit-  
 « être admise par le tribunal comme reposant sur  
 « une opinion logique ; qu'au reste, et surabon-  
 « damment, il suffit de retenir, avec les experts que,  
 « dans toute hypothèse, l'infirmité professionnelle  
 « de Veyron s'est développée et agrandie au service  
 « de Terray et C<sup>ie</sup> ;

« Attendu qu'il est de principe que le bénéfice de  
 « la loi de 1898 peut être demandé, abstraction  
 « faite de l'état de santé antérieur de la victime, et  
 « que le patron subséquent sur lequel la loi vient à  
 « fonctionner doit en assumer à lui seul la responsa-  
 « bilité ;

« Attendu que les parties sont d'accord pour fixer  
 « à la somme de 1,145 fr. 30 le salaire de base du  
 « demandeur ; que les experts fixent à 20 pour 100

« la réduction de capacité de travail résultant pour  
« lui de son accident ; qu'il y a lieu d'accepter cette  
« estimation qui donne droit à une rente annuelle de  
« 114 fr. 53, payable depuis le 15 juillet 1905, date  
« de la consolidation de la blessure, le demi-salaire  
« devant être payé jusqu'à cette date ;

« Par ces motifs :

« Dit que l'accident dont Veyron a été victime,  
« rentre dans le cas des traumatismes accidentels et  
« tombe sous l'application de la loi du 9 avril 1898 ;  
« Homologue le rapport des experts ; condamne :  
« 1<sup>o</sup> Terray et C<sup>ie</sup> à servir, sous toutes dues imputa-  
« tions à Veyron, à partir du 5 janvier 1905, l'indem-  
« nité du demi-salaire à raison de 2 francs par jour ;  
« 2<sup>o</sup> à partir du 15 juillet une rente annuelle et via-  
« gère, payable par trimestre échu, de 114 fr. 53 ;  
« Les condamne, en outre, aux dépens. »

MM. Terray et C<sup>ie</sup> ont interjeté appel de ce jugement.

La cour, après avoir entendu les plaidoiries de M<sup>es</sup> Marcel Benoit et Diday, avocats, a, sur les conclusions de M. Pontanille, avocat général, rendu l'arrêt infirmatif ainsi conçu :

« La cour,

« Attendu qu'il résulte de la loi du 9 avril 1898  
« et des travaux préparatoires que les maladies pro-  
« fessionnelles sont exclues du bénéfice de la loi et  
« que les accidents survenus au cours du travail

« donnent seuls droit à une indemnité (Cass.,  
« 23 juillet 1902) ;

« Attendu que toute la difficulté du procès est de  
« savoir si, en effet, l'état dont se plaint Veyron est  
« le résultat de la pratique habituelle et normale de  
« sa profession de teinturier en peaux, ou si, au  
« contraire, cet état provient d'une cause soudaine  
« et violente qui s'est produite, à un moment donné,  
« au cours de son travail :

« Attendu, à cet égard, que, pour accueillir la  
« demande de Veyron, les premiers juges se sont  
« fondés sur les conclusions du rapport d'experts,  
« en affirmant que la thèse précédemment émise  
« par le tribunal dans son jugement préparatoire du  
« 14 août 1905 avait été pleinement acceptée, voire  
« même ratifiée par les conclusions des hommes de  
« l'art ; mais qu'il suffit de se rapporter au travail  
« même des experts pour constater que ceux-ci se  
« sont bornés à appliquer la définition de l'accident  
« telle qu'elle avait été donnée par le tribunal, sans  
« la discuter, sans l'approuver, ni la critiquer ; que  
« le tribunal avait posé en principe dans son premier  
« jugement que des brûlures occasionnées par des  
« acides constituent un traumatisme accidentel, et  
« que c'est, partant de ce principe, ainsi qu'ils ont  
« eu soin de le relater en tête de leur rapport, que  
« les experts ont conclu que, s'agissant manifeste-  
« ment dans l'espèce de brûlures par des acides,

« Veyron se trouvait au cas de réclamer l'application  
« à son profit de la loi de 1898 ;

« Attendu qu'il n'y a donc pas à faire état au  
« procès de ces conclusions du rapport d'expert, le  
« principe posé par le tribunal étant, de toute certitude, inexact en droit ; qu'assurément, les brûlures  
« qui se produisent instantanément au cours du travail, par suite d'un fait anormal, de ce que, par  
« exemple, un bain est trop chargé d'acide, constituent un accident, et donnent ouverture, le cas  
« échéant, aux indemnités prévues par la loi de 1898,  
« mais qu'il en est autrement lorsque les brûlures  
« se manifestent à la longue, sous l'action lente et  
« continue des acides et sont ainsi le résultat de  
« l'exercice habituel et normal de la profession de  
« l'ouvrier ; que la soudaineté et la violence d'un  
« fait précis, qui amène une lésion de l'organisme,  
« sont les caractères essentiels de l'accident et qu'il  
« est vainement objecté par le tribunal que, sur ces  
« bases, les lésions internes, à marche lente, échapperaient au cadre de la loi sur les accidents ; que,  
« pour qu'il y ait lieu à application de la loi, il n'est  
« pas nécessaire que la lésion corporelle suive immédiatement la cause violente qui l'a produite ; que  
« la lésion peut très bien avoir une évolution lente  
« et graduelle, mais qu'il faut que, de façon certaine, elle soit la conséquence de cette violence  
« extérieure, et que c'est ainsi que les lésions à

« marche lente et progressive, externe ou interne,  
« apparente ou non apparente, sont considérées tantôt  
« comme des accidents, tantôt comme des maladies,  
« suivant la cause qui les a déterminées ;

« Attendu, il est vrai, qu'en toute hypothèse, le  
« tribunal a relevé, à l'appui de sa décision, cette  
« circonstance que Veyron a été vu par divers  
« témoins avec des rougeurs et des boutons sur les  
« mains, et qu'il en a conclu que ces rougeurs et ces  
« boutons étaient le résultat direct de la brûlure par  
« les caustiques ; mais qu'à supposer que cela soit,  
« le tribunal prétend à tort trouver dans ce fait  
« l'élément brutal et imprévu du risque profession-  
« nel ; qu'il reste toujours à savoir si la brûlure par  
« les caustiques a eu pour origine et pour cause un  
« accident ou si elle n'a été que la conséquence  
« naturelle de l'exercice habituel par Veyron de sa  
« profession de teinturier en peaux ; que, sur ce  
« point essentiel au procès, Veyron ne rapporte en  
« aucune façon la preuve qui lui incombe ;

« Qu'il est constant, sans doute, que dans le cou-  
« rant de décembre 1904, Veyron s'est plaint, un  
« jour, que les mains lui faisaient mal, et qu'il avait  
« en effet entre les doigts de la main droite, et aussi  
« sur la face dorsale, de petites rougeurs et trois ou  
« quatre petits boutons, qui pouvaient occasionner  
« des démangeaisons (témoins Molla et Peysson) ;  
« que le contremaître Peysson lui a alors donné des

« des peaux moins mauvaises à faire, et qu'il a dû  
« cependant cesser tout travail après deux ou trois  
« jours, mais qu'il n'a pas songé à dire à ce moment-  
« là qu'il avait été victime d'un accident, et qu'il  
« n'a pas songé davantage à faire connaître le jour  
« et les circonstances dans lesquels il aurait eu, d'em-  
« blée, la main lésée ; qu'il n'a jamais allégué à ce  
« moment-là qu'à un jour déterminé il avait été mis  
« en contact avec un bain d'une causticité telle qu'elle  
« avait inopinément désorganisé les tissus de sa  
« main ; qu'au contraire, le 2 janvier 1905, il déclara  
« au comptable Fiat qu'il avait « un peu de brû-  
« lure à la main droite occasionnée par les produits  
« chimiques », c'est-à-dire par le contact avec les  
« substances caustiques qu'il maniait habituellement ;  
« que, bien plus, il est certain, par son propre aveu,  
« que deux fois déjà, alors qu'il était chez MM. Ter-  
« ray et Chaix, Veyron avait eu de petits accidents  
« occasionnés par la teinture, si bien qu'il a reconnu  
« devant deux témoins, qui en ont déposé devant  
« M. le juge de paix, que la cause première de son  
« mal provenait de la teinturerie Terray et Chaix et  
« non de la mégisserie Terray et C<sup>ie</sup> ;

« Attendu que, dans ces circonstances, on com-  
« prend que les experts aient été embarrassés pour  
« déterminer le jour auquel aurait débuté la lésion  
« qui s'est produite à la main droite de Veyron ; qu'ils  
« en ont été réduits à dire que le traumatisme résul-

« tant des brûlures a commencé de juillet à dé-  
 « cembre 1904, et que le vague même de cette indi-  
 « cation suffit à démontrer qu'il ne s'agit pas, en  
 « l'espèce, d'un accident du travail ; que dans un  
 « accident de cette nature le mal peut se développer  
 « lentement et progressivement, mais que la soudai-  
 « neté et la violence du fait initial et anormal qui l'a  
 « causé permettent toujours au blessé et aux témoins  
 « d'indiquer le moment précis où l'accident est ad-  
 « venu ; qu'il appert ainsi que les éléments constitu-  
 « tifs d'un accident du travail font défaut dans l'es-  
 « pèce, et que si, d'autre part, on consulte les divers  
 « documents médicaux versés au procès, on acquiert  
 « la certitude absolue qu'on se trouve en présence,  
 « non d'une affection pathologique accidentelle, mais  
 « d'une maladie professionnelle ; qu'en mars et avril,  
 « M. le Dr Perriol constatait que les brûlures présen-  
 « tées par Veyron sont des brûlures étendues, dif-  
 « fuses, mais superficielles : « Ces brûlures, disait-il,  
 « s'observent chez les ouvriers teinturiers, assez fré-  
 « quemment pour qu'on puisse avoir une idée à leur  
 « sujet ; elles sont toujours longues à guérir, mais  
 « dans le cas de Veyron, le retour à la capacité to-  
 « tale est certain, dans un temps plus ou moins éloi-  
 « gné. »

« Attendu que les experts n'ont pas été d'un avis  
 « bien différent ; qu'ils déclarent, en effet, que toute  
 « la lésion a consisté dans une inflammation de la

« peau et du tissu cellulaire sous-cutané (dermatite)  
« consécutive à la manipulation des matières tinctoriales caustiques ; que cette lésion est entièrement  
« consolidée depuis juillet 1905, époque à laquelle  
« Veyron a pris du service comme agent de police,  
« et que la diminution de capacité est relativement  
« faible ; qu'à la vérité ils ajoutent que Veyron, dont  
« la peau manque de résistance et se défend mal, ne  
« peut pas reprendre son métier de teinturier « sans  
« s'exposer aux mêmes accidents », mais qu'on ne  
« saurait dire de manière plus explicite, plus claire,  
« que les lésions dont il a été atteint ont, au premier chef, le caractère d'une maladie professionnelle, puisqu'elles réapparaîtraient par cela seul  
« que Veyron se livrerait de nouveau à l'exercice  
« habituel et normal de sa profession ; qu'on peut  
« donc conclure, en toute sûreté, que Veyron a été  
« victime, non d'un accident du travail, mais d'une  
« dermatite professionnelle de la main droite, progressivement amenée par le contact journalier avec  
« des substances caustiques ;

« Attendu que la décision qui va intervenir rend  
« inutile l'examen du second moyen soulevé par les  
« appelants ;

« Par ces motifs :

« Statuant sur l'appel de Terray et C<sup>ie</sup>, et y faisant droit, réforme dans toute sa teneur le jugement rendu par le tribunal civil de Grenoble, le

« 26 juin 1906, et décharge, en conséquence, les ap-  
« pelants de toute condamnation prononcée contre  
« eux par ledit jugement ;

« Émendant, dit que les lésions dont Veyron est  
« atteint sont le résultat, non d'un accident du tra-  
« vail, mais d'une maladie professionnelle ; déclare,  
« par suite, n'y avoir lieu à l'application dans la  
« cause de la loi du 9 avril 1898, et déboute Vey-  
« ron de sa demande ainsi que de toutes ses conclu-  
« sions :

« Fait mainlevée de l'amende ;

« Condamne, en outre, l'intimé aux entiers dé-  
« pens de première instance et d'appel. »

De même encore la jurisprudence a rejeté du do-  
maine de la loi du 9 avril 1898 « l'inflammation  
aiguë d'une bourse séreuse, consécutive à l'exercice  
de la profession, pour un parqueteur » (1) ou bien  
encore « l'état variqueux résultant de l'exercice de la  
« profession même s'il s'est aggravé à la suite d'un  
« accident ; mais sans relation de cause à effet entre  
« cette aggravation et le traumatisme survenu » (2).  
En ce qui concerne la hernie, une distinction est né-  
cessaire entre la hernie de force et la hernie de fai-  
blesse. La formation des hernies est due, soit à un

(1) Cass. Requête, 23 juillet 1902. *Recueil de documents sur les accidents du travail*, op. cit., n° 2, p. 295.

(2) Cour d'appel de Grenoble, 19 décembre 1902, même recueil, p. 145, n° 3.

vice congénital, soit à un effort immodéré ou à un choc sur l'abdomen. Dans ce second cas seulement, la hernie constitue un véritable accident du travail. Mais la rupture se produit naturellement au point le moins résistant et la faiblesse de ce point est due presque toujours à une malformation congénitale ou à une altération des tissus périphériques de l'abdomen, altération plus ou moins avancée, qui a pu jusqu'alors rester ignorée.

La ligne de démarcation entre la hernie de force qui est un accident et la hernie de faiblesse qui est la simple manifestation d'une maladie est parfois fort difficile à déterminer.

La cour de cassation reconnaît que les tribunaux peuvent juger en fait qu'une hernie, révélée pendant le travail, a une cause étrangère au travail (1-2).

Avant de terminer, citons encore un arrêt de la cour de Bordeaux du 27 mars 1907, duquel il résulte qu'un-ouvrier scaphandrier qui est atteint d'une congestion pulmonaire déterminant la tuberculose à la suite de refroidissements répétés contractés dans l'exercice normal de sa profession n'est pas victime d'un accident du travail (3-4).

(1) Duchaffour : *Les accidents du travail*, p. 85.

(2) *Gazette des Tribunaux*, 3 octobre 1907.

(3) *Journal L'Argus* du 29 mars 1908.

(4) Cass. belge 1<sup>re</sup> Chambre, 23 janvier 1908. (Rapporté dans le *Conseiller des Assurances* du 26 mars 1908.

Bien d'autres faits encore sont d'interprétation difficile, le lumbago, l'orchite par effort, les ruptures valvulaires du cœur, le pœumothorax par effort, l'hémoptysie, l'hémorrhagie cérébrale, le cancer, la tuberculose, etc., etc.

Nous pourrions multiplier ces exemples, nous croyons avoir suffisamment établi quelle est, pour la jurisprudence, la distinction entre le risque professionnel accident, et le risque professionnel maladie. La maladie professionnelle, ainsi comprise, est une affection inhérente à l'exercice d'une profession insalubre, celle dont l'ouvrier est fatalement atteint après un temps plus ou moins long, celle à laquelle il ne saurait échapper. Entré sain à l'usine, il en sortira bientôt incapable de gagner sa vie. La misère le guette, la loi n'ayant pas encore réglementé son sort.

Pour obtenir réparation du préjudice à lui causé, l'ouvrier n'a actuellement d'autre ressource que d'intenter une action en dommages-intérêts, en se basant sur l'article 1382 il lui faudra donc administrer la preuve de la faute du patron preuve difficile, pour ne pas dire impossible, à faire, devant laquelle l'ouvrier recule, et rares sont les cas où il se décide à actionner son patron devant les tribunaux.

L'ouvrier blessé, au contraire, a droit à une rente déterminée, variable selon qu'il est atteint d'incapacité absolue et permanente, ou partielle et perma-

nente, et à une indemnité journalière dans le cas d'incapacité temporaire. (Art. 3, loi du 9 avril 1898.)

Certaines catégories d'ouvriers atteints de maladie professionnelle jouissent cependant d'un traitement de faveur.

La loi du 21 avril 1898 a créé, en effet, au profit des inscrits maritimes une caisse nationale de prévoyance contre les risques et accidents de leur profession, y compris les maladies professionnelles, caisses alimentées par les cotisations des marins et armateurs; et il est curieux d'observer que cette loi, basée sur l'assurance obligatoire, a été votée à quelques jours seulement d'une autre loi qui consacrait le principe de la responsabilité patronale.

La loi du 21 avril 1898 ne s'appliquait qu'aux inscrits maritimes et non à la totalité des gens de mer; elle ne donna satisfaction à personne.

Les marins se plaignaient d'être obligés de verser une cotisation, alors que leurs camarades de terre n'avaient rien à déboursier pour être indemnisés. De plus, les indemnités payées par la caisse de secours, étaient, en général, inférieures à celles allouées par la loi du 9 avril 1898.

De leur côté, les armateurs faisaient valoir que la loi du 21 avril 1898 avait maintenu les rigueurs du droit commun (art. 1382, Code civ. et suiv.) et permettait ainsi aux marins d'obtenir des indemnités plus considérables que celles accordées par la loi du

9 avril 1898, en cas de faute lourde : cette dernière ne permettant pas aux ouvriers de se prévaloir d'aucune autre disposition, à raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail. (Art. 2.)

Ces inconvénients se firent vivement sentir et aboutirent au vote de la loi du 29 décembre 1905.

Celle-ci s'applique aussi bien aux navigateurs civils qu'au personnel inscrit.

La Caisse nationale de Prévoyance des Gens de mer est alimentée :

1° Par une taxe des armateurs et une cotisation des marins participants ;

2° Par des dons ou legs particuliers et des subside des départements et des communes ;

3° Par une subvention accordée sur les fonds provenant de la retenue de 5 0/0 sur les primes de la marine marchande et fixée annuellement par le ministre de la Marine dans la limite du montant de ces fonds.

4° Par une retenue qui ne peut dans aucun cas excéder 0 fr. 50 pour 100 francs sur les marchés à passer pour les dépenses du matériel de la marine ;

5° Par les intérêts des capitaux de la caisse ;

6° Par des avances de l'État, en cas d'insuffisance de ces ressources.

Les participants qui sont atteints de blessures ou de maladies ayant leur cause directe dans un accident ou un risque de leur profession survenu pen-

dant la durée de leur embarquement sur un navire français, ou s'y rattachant étroitement, ont droit soit à une pension viagère d'indemnité, soit à des allocations temporaires. L'article 11 de la loi permet de se baser sur les articles 1382 et suivants du Code civil pour intenter une action en responsabilité, mais il décharge l'armateur des responsabilités civiles encourues du fait du capitaine et de l'équipage.

Nous rencontrons ici l'application d'un principe sur lequel nous aurons à revenir; dans la loi du 21 avril 1898 et dans celle du 29 décembre 1905, c'est la caisse, être impersonnel, qui supporte les charges du risque professionnel, cet être impersonnel est substitué aux chefs d'entreprises dans le service des indemnités; il ne s'agit pas ici d'une assurance de responsabilité, puisque les cotisations de tous les participants sont exigées. L'analogie avec le système allemand de l'assurance obligatoire est frappante.

De même, la loi du 29 juin 1894, en matière de maladies et de retraites, a créé l'assurance obligatoire pour les mineurs. Aux termes de cette loi, chaque exploitation minière doit avoir une caisse de secours-maladies, alimentée par les cotisations des patrons et des ouvriers. Le Conseil d'administration de la caisse fixe la cotisation des ouvriers et le patron doit verser de son côté, la moitié de la cotisation prélevée sur le salaire des ouvriers, il fournit donc à lui seul le tiers des ressources.

Mais ce sont là les seuls monuments de la législation française en cette matière, et pourtant, si à la victime d'un accident, on peut imputer une maladresse, une imprudence, en un mot une intervention de sa propre activité plus ou moins consciente, quelle part, dans son infortune, au contraire, attribuer à l'ouvrier lentement intoxiqué, qui n'est que la victime d'un procédé industriel meurtrier.

La maladie professionnelle produit ses effets sur la durée tout entière de l'existence ouvrière, elle l'amointrit, l'abrège, pour l'adolescent l'exercice de la profession insalubre représente une diminution certaine de sa valeur de production, sur laquelle, comme tout ouvrier, il était en droit de compter pour améliorer sa situation.

Bien plus, l'ouvrier n'est pas seul victime, les effets de ses tares physiques pourront avoir une répercussion dans sa descendance.

Il paraît donc inadmissible que la réparation professionnelle n'envisage qu'un des côtés du problème, les seuls accidents du travail ; elle doit, semble-t-il, porter également sur un autre élément du risque professionnel : la maladie. Mais si, à première vue, il paraît tout simple de ne pas faire de distinction entre l'ouvrier blessé et l'ouvrier malade, la question, au contraire, ne laisse pas que de soulever de très grosses difficultés lorsqu'on veut essayer de préciser cette réparation due par le patron.

Chercher le principe de cette réparation, et son meilleur mode d'application sera l'objet de la deuxième et de la troisième partie de notre étude.

## DEUXIÈME PARTIE

---

ÉTUDE THÉORIQUE DU RISQUE PROFESSIONNEL

---

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES



Étude théorique du principe du risque professionnel. — Son évolution. — Fondement du principe de réparation des maladies professionnelles. — Son mode d'application dans les législations étrangères (Suisse, Allemagne, Belgique, Italie. Grand Duché de Luxembourg, Angleterre).

---

De tout temps, les patrons ont été responsables des dommages causés à leurs ouvriers du fait de leur industrie ; mais l'application de ce principe a subi des modifications quant à son interprétation, et à l'heure actuelle l'évolution continue.

Avant la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier victime d'un accident au cours de son travail mettait en jeu l'article 1382, et devait fournir la preuve de la faute de son patron, le plus souvent il n'y pouvait réussir et reculant devant les hasards d'un procès, il transigeait.

La loi du 9 avril 1898 marque une seconde étape ; là l'ouvrier ne supporte plus l'*onus probandi* : il y a une présomption de faute de la part du patron, présomption qui se justifie à la rigueur par ce motif que les accidents du travail sont, en théorie, susceptibles d'être évités. Le législateur a pensé, dans un but d'ordre social, qu'il devait incomber aux patrons

de les prévenir et que le meilleur moyen d'atteindre ce résultat consistait dans l'obligation pour eux d'en réparer les conséquences ; nous trouvons donc encore dans la loi du 9 avril 1898, les deux éléments constitutifs de la responsabilité : faute présumée du patron, dommage en résultant ; entre la faute et le préjudice, il y a corrélation immédiate et certaine. L'ouvrier blessé reçoit dans tous les cas une indemnité, à moins qu'il n'ait provoqué intentionnellement l'accident, c'est au patron qu'il appartiendra de le démontrer ; s'il y a faute inexcusable de l'ouvrier sa pension peut être diminuée ; elle ne sera pas supprimée. (Art. 20.)

En un mot, le système de la preuve est renversé, en principe le patron est responsable. Peu importe qu'il ait été négligent, que son outillage fut ou non défectueux, qu'il se soit conformé aux règlements ou qu'il en ait méconnu les prescriptions. La loi du 9 avril 1898 déroge donc au droit commun, quant au mécanisme normal de la preuve, la maxime *onus probandi incumbit ei qui dicit* n'est plus de mise, mais cependant le fondement juridique de la responsabilité est respecté.

Mais en ce qui concerne les maladies professionnelles, les ouvriers sont encore soumis au droit commun, s'ils invoquent la loi de 1898, ils seront déboutés de leur demande en paiement d'une rente, sauf dans les cas très rares, passés en revue plus haut, où

la jurisprudence, à raison de leur éclosion violente, croit devoir ranger certaines maladies professionnelles dans la catégorie « accident ». En dehors de ces cas, ils n'ont d'autre ressource que d'invoquer l'article 1382, et la jurisprudence continuant son évolution et devançant la législation, semble marquer une tendance à accorder des indemnités à raison de maladies professionnelles, mais elle n'envisage plus alors le « fait de l'homme » comme il l'était jusqu'alors. Comment, en effet, un patron à la tête d'une industrie licite, peut-il dans l'exercice d'un droit reconnu, être l'objet d'une action en responsabilité. Sans doute, le législateur a le droit de défendre ce qu'il juge nuisible aux intérêts généraux dont il a la garde, et s'il le juge indispensable, il peut supprimer certaines industries ou tout au moins en limiter l'exercice, mais tant qu'il n'a pas édicté de semblables prescriptions, quelle est donc la faute du patron ?

M. Hitier, professeur à la Faculté de Droit de Paris, a analysé cette méthode de transformation des principes fondamentaux du droit, elle se résume dans les deux propositions suivantes : 1<sup>o</sup> présenter en termes juridiques des problèmes qu'on s'était habitué à ne trouver présentés que sous une force économique et qu'on ne concevait susceptibles d'être présentés et posés que sur le terrain économique ; 2<sup>o</sup> pour préparer l'élaboration d'un droit nouveau, se

livrer à un travail constant de déformation des théories juridiques ayant cours, partout où ces théories paraissent pouvoir être étendues dans un sens socialiste, de façon à faire éclore et développer dans le droit bourgeois des germes socialistes ; tactique de pénétration et d'infiltration.

« Longtemps, dit-il, on n'a vu que les droits de la  
 « propriété et du capital. Aujourd'hui se dégage et  
 « se précise la notion de leurs devoirs et de leurs  
 « charges. C'est ainsi qu'on est arrivé à proclamer  
 « la responsabilité du capital et de la propriété en  
 « dehors de toute idée de faute. A l'ancienne con-  
 « ception ; pour qu'il y ait responsabilité il faut qu'il  
 « y ait faute, on a substitué une théorie nouvelle. On  
 « tient désormais que le capital et la propriété ont  
 « des risques à leur charge, indépendamment de  
 « toute faute commise. Toute entreprise capitaliste  
 « encourt une responsabilité du fait seul de sa mar-  
 « che, si normale que soit celle-ci ».

C'est le principe de « l'abus du droit ». (1-2-3-4).

« Le droit de l'avenir, écrit M. Paul Bailly, s'éla-

(1) Voir dans la *Revue économique* 1906, les articles de M. Hitier, sous le titre : « La dernière évolution doctrinale du socialisme. »

(2) Voir *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, p. 338, « L'Abus du droit », par M. Saleilles.

(3) Voir dans la *Revue socialiste* du 15 octobre 1907 : « Rapports du Travail et du Capital », par Boy.

(4) Rapports du Congrès de Milan, 1906.

« borera ainsi petit à petit par un travail souterrain,  
 « minant sourdement le droit actuel, dont les textes  
 « finiront par devenir lettre morte ne constituant  
 « plus qu'une façade derrière laquelle se construira  
 « un nouvel édifice d'aménagement tout nouveau.  
 « Et quand ce travail aura été accompli, non pas  
 « sur quelques points, mais sur l'ensemble des  
 « matières juridiques, la transformation sera réalisée  
 « sans révolution, sans secousse, par le jeu normal  
 « de la loi d'évolution : le droit bourgeois aura cédé  
 « la place au droit socialiste (1). »

La jurisprudence a déjà dégagé la notion du « risque professionnel » pour la substituer à celle de « faute ». C'est cette notion du risque professionnel que nous allons examiner.

Si le jeu de la responsabilité civile, tel que l'a établi le Code, est devenu insuffisant, c'est que la nature du travail industriel s'est profondément modifiée et que généralement aujourd'hui les circonstances de l'accident sont exclusives d'une faute positive.

Par suite de l'application de plus en plus étendue d'une force motrice nouvelle, vapeur ou électricité, et de la substitution, allant chaque jour grandissant,

(1) Voir un article de M. Paul Bailly, intitulé « Socialisme et Assurance », dans la revue *La Semaine*. Voir aussi dans la *Revue trimestrielle du Droit civil*, 1902, p. 812 et suivantes, l'étude de M. Geny, sous le titre « Risques et Responsabilités ».

de la machine à l'ouvrier, la grande industrie a posé sur un nouveau terrain le problème des rapports du patron et de l'ouvrier.

Le contrat de travail, de nos jours, est synthétisé dans le « règlement d'atelier » qui ne fait pas l'objet de discussions de détail et doit être accepté en bloc et par tous. Ce n'est plus un contrat individuel, c'est un contrat collectif qui lie le salarié à l'employeur.

Actuellement, la classe ouvrière s'efforce de régler ses rapports avec le patronat, non par des négociations individuelles stériles, mais par des réformes législatives.

Au « règlement général d'atelier » correspond la réglementation législative des conditions du travail.

La loi du 9 avril 1898 marque une étape dans cette évolution, dont les phases ont été les suivantes : tout d'abord, le droit français a connu les extensions données par la jurisprudence aux obligations du patron ; sa conception « objective » de la responsabilité ensuite ; puis la loi du 9 avril 1898 est venue, qui donnait aux industries manufacturières un régime légal nouveau, régime étendu aux industries commerciales, le 12 avril 1906, puis aux industries agricoles, enfin l'exterritorialité de ce régime à certaines colonies, et probablement d'ici peu son application aux maladies professionnelles. Une proposition de loi ayant pour objet d'étendre et d'adapter les

principes essentiels de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail à la réparation pécuniaire des accidents et maladies dont les soldats sont victimes par le fait ou à l'occasion du service militaire, présentée à la séance de la Chambre du 23 mars 1907, a été, en outre, renvoyée à la Commission d'assurance et de prévoyance sociales.

La notion de la faute, soit du patron, soit de l'ouvrier, s'efface devant celle du procédé industriel présumé cause première et principale de l'accident. Il n'y a pas de faute à créer une organisation industrielle, à mettre en contact suivant un plan arrêté la machine et l'ouvrier, mais il en résulte une charge.

Ainsi dans une coopérative ouvrière de production, les membres de cette association étant à la fois ouvriers et dans une certaine mesure, directeurs, leurs droits devraient être appréciés à ce double point de vue ; indemnisés comme ouvriers, ils verseraient ces mêmes indemnités comme patrons et dans la mesure où ils le seraient.

Ce n'est plus sur la « faute », élément subjectif que se fonde la responsabilité, mais sur le « risque » élément objectif. Or, dans l'organisation du travail, le patron a une part d'initiative plus grande que celle de l'ouvrier, c'est lui qui joue le rôle prépondérant, lui seul qui jugera des mesures préventives à prendre ; il est donc logique que le risque soit pour la plus grande part également à sa charge.

De son côté, l'ouvrier agit aussi par le libre choix de sa profession et l'acceptation volontaire des conditions du travail, il devra donc supporter une part du risque.

Nous arrivons de la sorte, au partage du risque, entre le patron et l'ouvrier, dans une proportion équivalente à celle de leurs activités respectives. L'accord de ces deux libres activités c'est une convention, c'est le contrat de travail, qui contient en lui-même le principe du partage du risque professionnel.

Nous avons déjà vu une application de ce principe dans la loi du 29 décembre 1905, relative à la Caisse nationale de prévoyance des gens de mer au cas d'accident ou de maladie survenu pendant l'exercice de leur profession.

Ici c'est la caisse, alimentée par une taxe des armateurs et une cotisation des marins participants qui assure le service des indemnités.

Mais faut-il admettre que le risque professionnel est limité à certaines professions ou à certains procédés ? Le risque professionnel c'est essentiellement le risque du travail, et non seulement le risque accident ; atteinte violente soudaine, mais encore, et c'est là le point qui nous intéresse, le risque maladie, affections lentes et progressives que développent l'emploi de certains procédés, le maniement de substances toxiques, l'exercice d'une profession insalubre.

La responsabilité du procédé industriel admise, il n'existe pas de raison de la limiter à ses effets brusques et soudains, en écartant ses effets progressifs et lents.

Nous laissons de côté ici, certaines maladies que l'on pourrait qualifier « d'accidentelles » et que la jurisprudence comme nous l'avons vu, dans la première partie de notre étude, n'hésite pas à faire rentrer dans la catégorie « accidents » posant ainsi le principe de l'indemnisation de toutes les atteintes à la valeur ouvrière quelque forme qu'elles affectent dès lors que leur origine se place à un moment précis du travail, interprétation déjà plus large et plus rationnelle aussi du risque professionnel.

Mais, en dehors du genre d'affections, dont nous venons de parler, il y en a d'autres qui sont, selon l'expression de M. Paulet, « les conséquences lointaines des fatigues ou des insalubrités du métier », expression qui fait ressortir la nécessité d'une forme spéciale de la prévoyance sociale adaptée aux maladies professionnelles.

En somme, l'œuvre de prévoyance sociale étendue aux maladies du travail intéresse les professions insalubres, indépendamment des vices d'installation particuliers à tel ou tel établissement.

La maladie professionnelle est en quelque sorte la « condition même de l'exercice de cette profession » ; quand bien même l'établissement où elle

s'exerce, serait exempt de tout vice d'aménagement.

Le patron, dans ces conditions, ne peut être tenu qu'à contribution et non à responsabilité, suivant la théorie du risque professionnel, sinon il lui suffirait de démontrer qu'il a pris toutes les précautions possibles pour se dégager de toute indemnité. Si le patron est en faute ; il encourra une responsabilité personnelle, qui viendra se cumuler avec celle résultant du risque professionnel.

La maladie qui fait l'objet de la réparation professionnelle doit donc être d'origine purement industrielle, c'est-à-dire de caractère général et non particulier ; les maladies ordinaires et les affections pouvant résulter d'un vice d'installation ne rentrent pas dans la catégorie que nous venons d'indiquer.

L'application de ce principe du risque professionnel comme nous l'avons exposé, ne constitue pas pour l'ouvrier, un avantage absolu ; celui-ci perd en effet, le droit de se servir des articles 1382 et suivants du Code civil, qui lui permettent d'obtenir de son patron la réparation entière du préjudice éprouvé.

La réparation des risques du travail, ainsi comprise, n'offre ni avantage ni désavantage à l'une ou l'autre des parties, il n'y a là qu'un accord transformé en obligation légale pour l'ouvrier, ces risques sont l'une des charges d'un travail accepté librement,

et pour le patron, l'une des charges de la production, leurs intérêts convergent vers un même but : amoindrir le risque professionnel en le transformant en une contribution régulière par la même opération de prévoyance. Nous rencontrons ici le principe des assurances : la répartition du risque sur toutes les têtes ; chacun supportant une part minime du risque, pour permettre d'indemniser l'accidenté ou le sinistré.

Mais cette théorie est loin de la théorie traditionnelle de la responsabilité telle que le Code civil la comprenait, aussi ne faut-il pas s'étonner des objections qu'elle soulève, et de la voir passer par une période de transition.

Les diverses législations européennes traversent la même crise, et ce sont ces étapes successives de la législation à l'étranger, que nous allons examiner maintenant, avant d'arriver à l'étude de la législation française.

#### LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES (1)

##### *Suisse.*

La législation suisse a assimilé d'une manière générale, certaines maladies professionnelles aux acci-

(1) *Les lois ouvrières à l'étranger*, Bellom.

dents du travail, en ce qui concerne les responsabilités qui en découlent.

La loi fédérale du 23 mars 1877, concernant le travail dans les fabriques, rend « le propriétaire de  
« la fabrique responsable, lorsque, même sans qu'il  
« y ait faute spéciale de ses mandataires, l'exploita-  
« tion de la fabrique a occasionné des lésions ou la  
« mort d'un ouvrier ou employé, à moins qu'il ne  
« prouve que l'accident provient d'un cas de force  
« majeure ou qu'il a été amené par la faute de la  
« victime ».

C'est le renversement de la preuve, autrement dit une présomption de faute à l'encontre du patron.

La loi du 23 mars 1877 remettait par son article 5 (lettre D) au Conseil fédéral le soin de désigner « celle  
« des industries dont l'exercice suffit à engendrer  
« certaines maladies graves auxquelles s'étendra la  
« responsabilité prévue pour les accidents ».

Une autre loi fédérale, en date du 25 janvier 1881, sur la responsabilité civile des fabricants, spécifiait en outre, que, dans ce cas, le chef d'entreprise est  
« responsable du dommage causé à un employé ou  
« à un ouvrier par une de ces maladies, lorsqu'il est  
« constaté qu'elle a exclusivement pour cause l'ex-  
« ploitation de la fabrique ».

Le pouvoir réglementaire ainsi dévolu au Conseil fédéral s'est successivement exercé par deux arrêtés des 19 décembre 1887 et 18 janvier 1901, dont la

teneur ne correspond pas d'ailleurs exactement à la volonté de la loi.

Le Conseil fédéral devait, en effet, désigner les « industries » responsables des maladies professionnelles et les deux arrêtés ne comportent chacun qu'une énumération des « substances » toxiques dont la production et l'emploi entraînent cette responsabilité. Le premier énumère onze substances toxiques et le second, aujourd'hui en vigueur, dispose à son tour que « les industries dans lesquelles « on emploie ou produit les substances énumérées « (au nombre de 34) sont désignées comme suffis-  
« sant à engendrer certaines maladies graves ».

Mais la législation suisse ne semble pas avoir donné les résultats attendus en ce qui concerne la réparation des maladies professionnelles.

Aux termes de la loi, l'ouvrier est tenu de faire la preuve qu'il a contracté sa maladie dans l'atelier ou la fabrique ; alors, « plutôt que d'intenter un procès  
« dont l'issue serait douteuse et qui pourrait lui coû-  
« ter sa place, il préfère s'arranger avec le patron  
« qui porte alors ce fait à la connaissance des auto-  
« rités cantonales ou de l'inspection du travail. Ceux-  
« ci, trouvant que la loi n'a pas été appliquée, de-  
« mandent quelquefois aux autorités judiciaires  
« d'intervenir d'office et gratuitement ; mais parfois  
« l'autorité judiciaire refuse d'accorder la gratuité.  
« C'est en somme un état de choses très peu satis-

« faisant et qui ne pourra guère s'améliorer tant que  
« *l'onus probandi* incombera à l'ouvrier (1). »

Dans cette législation, la responsabilité du chef d'entreprise se trouve subordonnée à plusieurs conditions restrictives qui en diminuent beaucoup l'application :

1° La responsabilité du patron ne peut être mise en cause que dans les industries produisant ou employant les substances réglementairement déterminées et seulement pour les « maladies graves » ;

2° La maladie doit avoir été provoquée par l'emploi ou la présence des substances toxiques d'une manière *certaine* ;

3° D'une manière *absolue*.

Or, il est bien difficile au point de vue médical d'établir la certitude d'origine de la maladie, et le caractère exclusif de cette origine.

Si, comme le constate le rapport général de la Commission d'hygiène industrielle (2), « la réparation  
« des dommages ainsi limitée fonctionne en Suisse  
« depuis seize ans (1887) sans avoir soulevé aucune  
« difficulté », la raison en est peut-être dans les difficultés d'application que nous venons d'examiner.

(1) Lettre de M. Bauer, directeur de l'Office international du Travail à Bâle. Thèse de M. Desbouis, de la Faculté de Médecine de Paris.

(2) *Rapport général de la Commission d'hygiène industrielle*, par M. Leclerc de Pulligny, p. 117, année 1903.

La responsabilité mise à la charge des patrons a eu, par contre, comme conséquence, « de les disposer à accepter et même à devancer les suggestions de l'inspection du travail en matière d'hygiène, eux-mêmes se trouvant matériellement intéressés à n'avoir pas de maladie sérieuse à indemniser » (1).

C'est là un résultat très appréciable, mais ce n'est qu'une partie du but poursuivi.

### *Allemagne.*

La législation sur les accidents ne réglemente pas la réparation des maladies professionnelles ; celles-ci sont comprises dans l'assurance-maladie qui fonctionne depuis la loi du 15 juin 1883. (Tableau B.)

En Allemagne, l'assurance contre la maladie co-existe avec l'assurance contre les accidents et l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse,

C'est la mise en œuvre d'une assurance générale obligatoire reposant sur les fondements du droit public et sur les principes de la mutualité et de l'autonomie des intéressés.

En ce qui concerne l'assurance-maladie, les limites

(1) Rapport de M. Paulet, directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, 12 mars 1904.

dans lesquelles existe l'obligation de l'assurance, sont les suivantes :

1° *Obligation légale* pour les ouvriers industriels et pour les employés d'exploitation qui gagnent annuellement moins de 2,000 marks et dont la condition sociale, par suite, les rapproche des ouvriers ;

2° *Obligation appliquée par disposition statutaire* aux catégories de travailleurs pour lesquels l'assurance obligatoire ne paraît réellement nécessaire et réalisable que dans certaines conditions de résidence et d'organisation ; tels sont, par exemple, les patrons ouvriers travaillant à domicile et ceux travaillant à la campagne.

La loi ne s'applique pas aux personnes qui travaillent pour leur propre compte, mais elle accorde aux ouvriers et employés non assujettis, ainsi qu'aux domestiques, le droit d'adhérer volontairement à l'assurance ainsi organisée.

Une loi complémentaire du 10 avril 1892, a étendu le cercle des personnes soumises à l'obligation de l'assurance ou autorisées à y prendre part : ainsi, les personnes engagées dans le commerce, chez les avoués, notaires, huissiers, dans les administrations des caisses de maladie, des associations professionnelles et des institutions d'assurance sont soumises à l'obligation de l'assurance légale ; les employés de l'agriculture sont compris dans la catégorie de ceux auxquels l'obligation de l'assurance peut être éten-

due par voie statutaire ; enfin, toutes les personnes non soumises à l'obligation de l'assurance et ayant un revenu inférieur à 2,000 marks peuvent obtenir par les statuts le droit d'adhérer volontairement à l'assurance organisée.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'assurance, la loi s'est proposée avant tout d'introduire le principe de la mutualité et de l'administration par les intéressés eux-mêmes groupés en caisses professionnelles ; l'organisation de l'assurance contre la maladie est essentiellement locale ; il s'agit, en effet, avant tout, de nombreux cas de faible importance pour lesquels les secours doivent, sous peine de perdre leur efficacité, être distribués immédiatement.

Aussi, à côté des caisses volontaires de maladie la loi a-t-elle créé les caisses obligatoires suivantes :

1° Les caisses locales dont l'organisation est confiée aux autorités locales pour les différentes branches d'industries représentées dans l'endroit ;

2° Les caisses de fabrique dont l'organisation revient aux grands industriels ;

3° Les caisses de construction que les entrepreneurs de construction doivent établir en faveur de leurs ouvriers ;

4° Les caisses de corporations instituées conformément au Code industriel ;

5° Les caisses minières organisées en vertu des règlements miniers particuliers.

Enfin, quand besoin est, les communes doivent organiser l'assurance communale contre la maladie, dans ce cas, il ne s'agit plus, en réalité d'une caisse de maladie, mais d'une organisation communale spéciale englobant toutes les personnes soumises à l'assurance qui n'appartiennent ni à une caisse obligatoire, ni à une caisse libre.

En cas de changement de domicile, la réciprocité entre toutes les caisses est prévue, à condition toutefois qu'il ne soit imposé au nouvel adhérent ni stage, ni droit d'entrée, au moins pour avoir droit aux avantages minima prescrits par la loi.

Mais en somme, l'application de la loi repose essentiellement sur les caisses locales et de fabriques qui groupent plus de la moitié des assurés et sont aussi les plus nombreuses.

L'objet de l'assurance est de garantir à tous les assurés un secours toujours sûr et efficace en cas de maladie, pendant au moins vingt-six semaines (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1904, la loi limite les cotisations des assurés exception faite des caisses libres) pour l'assurance communale, à 1 et au plus à 2 0/0 du salaire journalier moyen d'un manouvrier ordinaire employé dans l'endroit, et pour les autres caisses, entre 3 et 4 0/0 du salaire journalier moyen d'un ouvrier de la classe à laquelle appartiennent ceux pour qui la caisse est organisée. Elle oblige les patrons à payer eux-mêmes, au moment du versement

des cotisations de leurs ouvriers, une cotisation supplémentaire égale à la moitié des cotisations de leurs ouvriers. De cette façon, le montant total des cotisations est fourni pour les deux tiers par les ouvriers et pour l'autre tiers par les patrons.

Les frais de gestion sont à la charge de chaque caisse. Dans l'assurance communale, cependant, les frais sont supportés par les communes ; et dans les caisses de fabriques ou de construction, par les patrons.

Nous avons cru intéressant d'insister un peu sur cette application du principe de l'assurance obligatoire en Allemagne ; nous verrons en effet, dans notre troisième partie, que le projet de loi délibéré par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail est une combinaison du principe de l'assurance obligatoire et des règles comprises dans la loi du 9 avril 1898. Le système de l'assurance obligatoire comporte d'ailleurs bien des modalités, et si le principe de l'obligation leur demeure commun, l'accord est loin d'être parfait en ce qui concerne son organisation.

Mais, dans la législation allemande, les maladies professionnelles ne sont visées que par un article de la loi que nous venons d'étudier, au terme de cet article « les chefs d'une entreprise qui comporte des risques particuliers de maladie peuvent être tenue d'instituer une caisse de fabrique ».

L'inconvénient capital du système allemand qui confond dans une loi générale d'assurance-maladie, les maladies professionnelles avec les autres maladies, consiste en ce que les patrons payant les mêmes indemnités à l'ouvrier qu'il soit atteint d'une maladie d'origine professionnelle ou d'une autre maladie quelconque, n'ont aucun intérêt à s'efforcer d'employer les mesures préventives propres à éviter aux ouvriers les risques des maladies professionnelles.

Si la législation allemande avait distingué les maladies professionnelles des autres maladies, par une augmentation des cotisations patronales, proportionnelle à leur fréquence dans chaque industrie, elle aurait, nous semble-t-il, agi très efficacement en ce qui concerne la prévention des maladies professionnelles.

Il suffisait pour atteindre ce but, d'appliquer à l'assurance-maladie le système qui fonctionne dans l'assurance-accident, c'est-à-dire celui des associations professionnelles formées soit par région, soit pour tout l'empire, et composées des industriels exerçant les mêmes professions ou des professions similaires.

Ces corporations sont divisées en « catégories », suivant les dangers d'accidents que comportent les établissements et à chaque catégorie correspond un chiffre qu'on appelle le coefficient de risque et qui représente son danger relatif d'accident.

Ce coefficient joue un rôle capital dans la répartition des charges de la corporation entre ses différents membres : la part incombant à la corporation s'obtient, en effet, en multipliant le chiffre représentant les salaires payés annuellement dans un établissement par le coefficient de risques, attribué à la catégorie dans laquelle est classé cet établissement.

En donnant des coefficients de risque très élevés aux industries insalubres, dans lesquelles les maladies d'origine professionnelles sont fréquentes, les cotisations patronales se trouvaient doublées ou triplées ; et les patrons intéressés à l'abaissement du coefficient de risque de leur catégorie auraient été les premiers à s'efforcer de prendre toutes les mesures préventives possibles.

### *Belgique.*

La législation belge se trouve dans la même situation que la législation française au point de vue de la réparation des maladies professionnelles. La loi du 24 décembre 1903 a réglementé la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Au cours de la discussion de cette loi, des amendements, tendant à assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail ont été proposés à diverses reprises et repoussés.

*Italie.*

Les maladies professionnelles ne font pas encore, non plus, l'objet d'une législation spéciale, en Italie.

La loi sur les accidents date, comme la loi française, de 1898 (17 mars). Mais un décret royal du 19 décembre 1901 a institué une commission de médecins et d'hygiénistes pour l'étude des maladies professionnelles des ouvriers dans l'industrie. Cette commission a consigné les premiers résultats de ses travaux dans un rapport préparatoire très intéressant. Après avoir reconnu qu'il peut être difficile, dans beaucoup de cas, de démontrer qu'une maladie « a été contractée en travaillant et parce qu'on travaillait », elle constate qu'il existe néanmoins des industries dans lesquelles « la relation entre les substances employées ou les modes d'emploi et les maladies de l'ouvrier n'est pas moins nette et claire que celle existant entre le fonctionnement d'un moteur et une blessure produite par ce dernier ».

Elle fait d'autre part, valoir avec une force singulière, que les maladies infectieuses et les empoisonnements méritent plus encore que les accidents la qualification de risques professionnels.

« 1° Parce que ces affections sont très souvent  
« inévitables indépendamment de la prudence et de  
« l'attention vigilante des ouvriers ;

« 2° Parce que leur gravité peut être atténuée par  
« les soins de l'industriel qui modifiera la méthode  
« de travail ou prendra d'autres mesures de pré-  
« caution appropriées, bien plus facilement que  
« pour les accidents se manifestant par des bles-  
« sures ». Elle conclut donc que « l'exclusion des  
« maladies professionnelles du régime établi pour  
« les accidents par la loi du 17 mars 1898 constitue  
« une grave lacune qu'il importe de combler d'ur-  
« gence. »

Notons encore que la loi italienne ne s'applique qu'aux ouvriers travaillant dans des ateliers qui occupent au moins cinq personnes et dont le salaire n'excède pas 7 francs par jour (1).

Il paraît admissible, d'ailleurs, en principe, que la proportion des indemnités aux salaires décroisse à partir d'un certain taux de salaire, car si le principe du partage des risques reste sauf, les proportions n'en sont pas immuables : la prévoyance individuelle est plus accessible aux ouvriers qui touchent de hautes payes, et la convention relative aux risques peut s'établir sur d'autres bases. Cependant, il faut tenir compte des périodes de morte-saison qui motivent souvent des salaires surélevés, mais qui, d'autre part, suppriment les risques professionnels.

(1) La loi danoise du 15 janvier 1898 s'applique aux seuls ouvriers de l'industrie dont le gain n'excède pas 2,400 couronnes.

*Grand Duché de Luxembourg.*

Dans le grand duché de Luxembourg, une assurance obligatoire mutuelle contre les maladies pour les ouvriers et certains employés de commerce a été établie par la loi du 31 juillet 1901.

Mais comme dans la législation allemande, aucune différence n'est faite entre les maladies d'origine professionnelles et les maladies ordinaires, les ouvriers payent les deux tiers des cotisations et les patrons un tiers. En cas d'incapacité de travail, la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques et l'allocation d'un secours pécuniaire sont assurées pendant treize semaines aux ouvriers, soit par les sociétés de secours mutuels agréées, soit par les caisses de fabrique ou les caisses régionales.

Les inspecteurs du travail sont chargés, d'après la loi du 22 mai 1902, de surveiller l'administration des caisses qui appartient aux assurés représentant les deux tiers des voix et aux patrons qui disposent de l'autre tiers.

*Angleterre.*

La loi du 6 août 1897 qui régit actuellement la réparation due aux accidents du travail ne vise pas les maladies professionnelles, mais depuis le gouverne-

ment anglais a pris l'initiative d'un projet de loi destiné à compléter et à modifier la loi de 1897.

Ce projet de loi comporte de très intéressants dispositifs visant les maladies professionnelles.

L'article 9 de ce projet de loi est ainsi conçu :

« Lorsqu'un ouvrier aura contracté une maladie  
« mentionnée dans l'annexe 3 de la présente loi et  
« que :

« Le chirurgien désigné par la loi de 1901 sur les  
« manufactures et ateliers pour le district où l'ou-  
« vrier aura contracté la maladie, certifie que l'incapacité mettra l'ouvrier pendant une semaine au  
« moins dans l'impossibilité de gagner la totalité de  
« son salaire par son travail habituel ou :

« Quant l'ouvrier sera, conformément à des règlements spéciaux ou aux règlements prévus par la loi  
« sur les manufactures et ateliers, interrompu dans  
« son travail habituel pendant une semaine au  
« moins, en raison de la maladie, ou quand le décès  
« sera causé par la maladie, si ladite maladie est due  
« à la nature du travail auquel l'ouvrier était employé pendant les douze mois antérieurs, l'ouvrier  
« (ou ses ayants droit) aura droit à l'indemnité fixée  
« par la loi comme si l'interruption précitée était  
« due à un accident survenu au cours et à l'occasion  
« du travail avec les modifications suivantes :

a) L'incapacité ou l'interruption sera considérée comme due à un accident ;

b) S'il est prouvé que l'ouvrier a constamment et volontairement désobéi aux règlements établis pour sa protection par le secrétaire d'État et que cette désobéissance a réellement amené la maladie, il ne sera dû aucune indemnité.

« L'indemnité sera due par le patron qui employait en dernier lieu l'ouvrier depuis douze mois à l'occupation ayant provoqué la maladie.

« Si le patron prouve que la maladie a été contractée pendant que l'ouvrier était employé dans une autre entreprise et non dans la sienne, il aura droit à un dédommagement de la part de l'autre patron ; ce dédommagement en cas de contestation sera fixé par arbitrage.

« S'il est démontré que la maladie est de nature telle qu'elle a été contractée progressivement, tous les autres employeurs qui auront occupé l'ouvrier pendant les douze mois antérieurs au travail ayant occasionné la maladie seront tenus de participer à l'indemnité exigée du dernier employeur dans une proportion qui sera fixée par arbitrage en cas de contestation.

« Le montant de l'indemnité sera calculé d'après le salaire de l'ouvrier chez le patron au service duquel il se trouvait à l'époque de l'incapacité ou de l'interruption.

« Si l'ouvrier est sans emploi à cette époque, le présent article s'appliquera comme si ce même ou-

vrier était encore au service du patron qui est redevable de l'indemnité.

« Le patron sera soumis aux responsabilités prévues par le présent article, même si le nombre des ouvriers employés par lui ne dépasse pas cinq.

« Les dispositions obligeant un ouvrier à subir un examen médical par un médecin désigné et payé par le patron ne pourront être appliquées.

« Avis de l'incapacité ou de l'interruption sera donné à l'employeur redevable de l'indemnité, même si l'ouvrier a quitté volontairement son service.

« Si, lors de l'interruption ou de l'incapacité de travail, l'ouvrier était employé à l'une des fabrications mentionnées dans la seconde colonne de l'annexe III et si la maladie contractée est celle mentionnée dans la première colonne en face de la description de la fabrication, la maladie sera considérée comme due à la nature du travail, à moins que le patron ne prouve le contraire.

« Le secrétaire d'État pourra établir des règlements fixant les obligations et les honoraires des chirurgiens en raison des examens qu'ils auront effectués et des certificats délivrés par eux en application du présent article.

« La date de l'incapacité sera considérée comme étant celle indiquée par la délivrance du certificat, et dans le cas où l'ouvrier mourrait sans avoir obtenu ce certificat, cette date sera celle du décès.

« Dans ce cas et dans des circonstances qui pourront être déterminées par le secrétaire d'État, un arbitre médical aura les pouvoirs et les obligations d'un chirurgien « certifiant » désigné par le présent article et ce même article sera interprété en conséquence.

« Le secrétaire d'État pourra établir des règlements destinés à étendre la portée de cet article à d'autres maladies et d'autres fabrications.

« Aucun règlement de cette nature n'aura de sanction s'il n'a été confirmé par le Parlement et si pendant que la loi de confirmation est en suspens devant l'une des Chambres, une pétition est présentée contre ledit règlement, la loi sera soumise à une Commission spéciale et le pétitionnaire sera autorisé à comparaître et à faire opposition et toute loi confirmant un des règlements précédemment mentionnés pourra être abrogée ou modifiée par un règlement établi et confirmé de la même manière.

« Toutes les dépenses effectuées par le secrétaire d'État à l'occasion de ces règlements ou d'une loi de confirmation seront payées sur des fonds prévus par le Parlement. »

Voici, d'autre part, l'annexe III dont il est question dans cet article :

## ANNEXE III.

| DÉSIGNATION DE LA MALADIE                                     | DÉSIGNATION DES INDUSTRIES                                                               |
|---------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| Anthrax . . . . .                                             | Peignage de laine.<br>Triage de laine.<br>Manipulation des cuirs et<br>peaux.            |
| Empoisonnement par le plomb<br>et ses dérivés . . . . .       | Fabrication comportant l'em-<br>ploi du plomb, ses prépa-<br>rations ou ses mélanges.    |
| Empoisonnement par le mer-<br>cure et ses dérivés. . . . .    | Fabrication comportant l'em-<br>ploi du mercure, ses prépa-<br>rations ou ses amalgames. |
| Empoisonnement par le phos-<br>phore et ses dérivés . . . . . | Fabrication comportant l'em-<br>ploi du phosphore, ses pré-<br>parations ou ses dérivés. |
| Empoisonnement par l'arsenic<br>et ses dérivés . . . . .      | Fabrication comportant l'em-<br>ploi de l'arsenic, ses pré-<br>parations ou ses dérivés. |
| Ankylostomasis . . . . .                                      | Mines.                                                                                   |

L'on peut reprocher au projet de loi anglais son manque de précision.

Les maladies visées sont désignées d'une manière vague : « Empoisonnement par le plomb et ses dérivés ; empoisonnement par le mercure et ses dérivés... », etc., etc.

La désignation des industries assujetties à la loi est d'ailleurs aussi vague : « Fabrication comportant l'emploi du plomb, ses préparations ou ses mélanges », par exemple ; mais presque tous les établissements industriels peuvent rentrer dans cette formule incertaine, tous étant appelés accidentellement à utiliser sous une forme quelconque un composé contenant du plomb.

Par suite de son imprécision, le projet de loi anglais est obligé d'admettre pour le patron la faculté de prouver le caractère non professionnel de la maladie ; il en résulterait inévitablement des contestations très fréquentes.

La clause qui permet en outre au patron de ne payer aucune indemnité, s'il prouve que l'ouvrier a été atteint de maladie, par suite de sa désobéissance aux règlements établis pour sa protection, cette clause, disons-nous, ne ferait qu'augmenter les chances de conflit.

Nous verrons que M. Breton, dans ses différentes propositions de loi s'est efforcé avec succès de parer à ces inconvénients dans la plus large mesure possible.

Si donc la préoccupation d'étendre l'application d'un principe commun aux maladies et aux accidents du travail se manifeste à peu près partout dans la conscience juridique, elle reste encore à l'état d'aspiration ; il semble pourtant que la réalisation soit

proche. Si tous les risques, actuellement, ne sont pas admis, le risque maladie étant généralement exclu, toutes les catégories d'ouvriers ne sont pas appelées à bénéficier des dispositions légales.

Parfois, ces dispositions s'appliquent à certaines industries désignées d'une manière précise, comme dans la plupart des législations et notamment la loi hollandaise, ou plus vaguement comme dans la loi française de 1898, dont cependant les termes excluaient les industries agricoles et commerciales (1).

Quelquefois, le législateur écarte certaines catégories d'ouvriers en raison de l'importance secondaire de l'établissement auquel ils appartiennent ou du taux élevé de leurs salaires, comme par exemple, la loi italienne du 17 mars 1898, que nous venons d'examiner.

En somme, la législation étrangère ne nous fournit pas de réponse satisfaisante au problème de la réparation des maladies professionnelles, nous y trouvons des indications utiles, mais la question reste entière.

Examiner les différents projets de loi soumis au Parlement français, les objections qu'ils soulèvent, et nous efforcer de rechercher une solution satisfaisante ; c'est l'objet de la troisième partie de notre thèse.

(1) Loi du 30 juin 1899 étendant le bénéfice de la loi du 9 avril 1898, aux accidents agricoles causés par les moteurs mécaniques.



## TROISIÈME PARTIE



LÉGISLATION FRANÇAISE



Demandes d'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, présentées à la Chambre des Députés avant la loi de 1898. — Propositions d'assimilation postérieures à la loi de 1898. — Amendement Vaillant. — Propositions Breton des 5 décembre 1901 et 3 juillet 1903. — Difficultés d'assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail. — Organisation et travaux des commissions d'études sur les maladies professionnelles. — La Commission d'hygiène industrielle et le Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail. — L'assurance obligatoire. — Projet gouvernemental. — Proposition Breton du 13 juillet 1906.

---

Comme nous l'avons vu au début de cette étude, les maladies professionnelles sont exclues de la loi du 9 avril 1898. Si nous exceptons donc certaines catégories très peu nombreuses d'ouvriers auxquelles il est fait une situation spéciale, et certaines infirmités auxquelles la jurisprudence croit devoir étendre le bénéfice de la loi sur les accidents du travail, à raison de leur éclosion rapide, encore bien qu'elles constituent de véritables maladies; l'on peut dire d'une manière générale, que la réparation des maladies professionnelles n'est pas organisée en France,

Ce n'est pas cependant que la question n'ait été maintes fois soulevée; des demandes d'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du tra-

vail ont été présentées à la Chambre des Députés, les unes avant la loi de 1898, les autres après le vote de cette loi ; des amendements ont été déposés, enfin des propositions de lois ont été faites.

Ce sont ces différentes tentatives de législation que nous allons passer en revue.

## I

## DEMANDES D'ASSIMILATION ANTÉRIEURES A LA LOI DE 1898

---

Dès la discussion de la loi du 9 avril 1898, relative aux responsabilités des accidents du travail, le législateur français n'avait pas manqué d'entrevoir qu'un régime analogue devrait être réservé aux maladies professionnelles, qui, au même titre que les accidents du travail mettent à un moment donné l'ouvrier, du fait de la profession qu'il exerce, dans l'impuissance de gagner son salaire et de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

Mais pour arriver plus rapidement à organiser la réparation du risque « accident » l'examen de la question des maladies professionnelles avait été différé.

M. Camille Raspail dans la séance de la Chambre des Députés du 18 juin 1888 rappelait que parmi les ouvriers exposés à des « accidents » il en existe un grand nombre qui sont plus à plaindre que les travailleurs des grandes manufactures et il disait le sort particulièrement triste des cérusiers (1).

(1) Un décret du 18 juillet 1902 a interdit l'emploi de la céruse

M. Félix Faure faisait remarquer que cette question pour être envisagée à part, n'en restait pas

pour les travaux entrepris par l'État. De plus, en 1908, M. Viviani a édicté un règlement d'administration publique prescrivant des mesures particulières d'hygiène dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine. Désormais, toutes les précautions doivent être prises pour que les fumées et les substances délétères soient évacuées le plus rapidement possible. Tout travail des oxydes et autres composés du plomb doit être effectué autant que possible sur des matières à l'état humide.

Les chefs d'industrie sont tenus de mettre gratuitement à la disposition du personnel soit des gants en matière imperméable comme le caoutchouc ; soit des outils appropriés pour empêcher le contact direct de la main nue avec les oxydes.

Il est prévu des lavabos, des vestiaires munis d'armoires dans lesquelles les vêtements de ville seront séparés des vêtements de travail.

Enfin, au moins chaque semaine, un bain chaud ou une douche sera mis à la disposition du personnel exposé aux poussières ou aux émanations plumbeuses.

Une affiche, portant règlement d'atelier, imposera aux ouvriers les conditions d'hygiène et de sécurité prévues au décret.

Le délai d'exécution des travaux de transformation qu'implique le règlement est fixé à un an.

Signalons aussi une ordonnance ministérielle qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1909 et qui interdit en Autriche l'usage de la céruse pour l'exécution des travaux de peinture à l'intérieur des bâtiments c'est-à-dire pour toutes les peintures qui ne sont pas exposées directement à l'influence de l'atmosphère.

Dans tous les cas, il est défendu d'employer des femmes ou des enfants à la manipulation de la céruse.

Les ouvriers qui, à la connaissance de l'employeur, ont déjà été atteints de saturnisme, ne peuvent être occupés aux travaux extérieurs que s'ils sont munis d'un certificat médical constatant qu'ils sont complètement guéris.

Les employeurs devront aussi fournir des vêtements spéciaux

moins dans les préoccupations du Parlement et qu'aux termes d'une autre loi concernant l'hygiène industrielle, les industries « considérées comme susceptibles d'engendrer, d'une manière quelconque, des maladies graves pour les ouvriers » pourraient « être rendues responsables du préjudice causé dans une certaine mesure encore indéterminée ». M. Fairé, dans la séance de la Chambre du 3 juin 1893, demandait à son tour qu'on assimilât aux suites d'accident « l'incapacité de travail et le décès causé par des maladies dites professionnelles ».

M. Guicysse, tout en repoussant cette adjonction immédiate à la législation projetée sur les accidents reconnaissait que le Parlement devrait bientôt s'occuper des « cas pathologiques qui constituent les maladies professionnelles ».

M. Goujon, dans la séance de la Chambre du 28 octobre 1897, tentait d'introduire dans la loi toutes les intoxications quel que fût leur caractère, mais le rapporteur prenait soin de faire le départ entre « l'intoxication amenant un accident » et « l'intoxication lente causant une maladie ». Le ministre du Commerce et M. Léon Bourgeois étaient d'avis

pour les travaux extérieurs, et déclarer aux médecins de la caisse d'assurance contre la maladie, les cas où se manifestent les premiers symptômes du saturnisme. S'ils emploient au moins vingt ouvriers, ils devront faire examiner leur personnel tous les trois mois.

également qu'il faut faire « une distinction fondamentale entre l'accident, événement soudain, violent et la maladie, qui est au contraire un état continu et durable né d'une cause également continue et durable ».

La Chambre rejetait une fois de plus la pénétration du « risque accident » et du « risque maladie » parce que, d'un consentement tacite, il était entendu « qu'on ne légiférerait qu'après coup sur ces conséquences du travail insalubre ». La loi de 1898 suscita lors de son vote, de vives oppositions et pour la faire accepter le législateur eut soin d'en circonscrire la sphère d'application.

D'ailleurs, l'indemnisation des victimes des maladies professionnelles ne pouvant se faire selon les mêmes règles que celles qui gouvernent les indemnités accordées aux victimes d'accidents du travail, il eut fallu une loi spéciale pour en permettre l'application.

## II

PROPOSITIONS D'ASSIMILATION POSTÉRIEURES A LA LOI DE 1898.

— AMENDEMENT VAILLANT. — PROPOSITIONS BRETON. —  
DIFFICULTÉS D'ASSIMILER LES MALADIES PROFESSIONNELLES  
AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL.

---

Dès la mise en vigueur de la loi du 9 avril 1898, la question de son extension aux maladies d'origine professionnelle fut posée à nouveau devant le Parlement à l'occasion de l'étude des modifications qui devaient être apportées à cette loi.

Dans la séance du 3 juin 1901, au cours de la discussion d'un de ces projets de modification proposé par M. Mirman, un amendement était déposé par M. Vaillant se rapportant aux maladies professionnelles et tendant à ce que ces maladies fussent « comprises dans les accidents du travail » et que « la tuberculose de l'ouvrier et de l'employé fut tenue pour maladie professionnelle ».

Cet amendement visait en réalité à garantir l'ouvrier contre toutes les invalidités dont il court le risque. Il ne fut pas adopté.

Le rapporteur, M. Mirman, tout en reconnaissant

qu'il y avait une étude sérieuse à faire et en demandant à cet effet le renvoi de la proposition à la Commission ajoutait : « Je suis convaincu que, dans l'avenir le plus prochain possible, il sera indispensable d'étendre sous une forme indéterminée l'assurance contre les accidents du travail à un certain nombre de maladies professionnelles, nettement caractérisées comme telles. » Mais il doutait en même temps que la tuberculose « maladie générale » put être assimilée aux maladies professionnelles et il signalait la principale difficulté à résoudre en ce qui concerne les maladies nettement professionnelles. « Ce qui permet de distinguer la maladie professionnelle de l'accident du travail, c'est que celui-ci est brusque, se produit tout à coup, tandis que la maladie professionnelle se développe peu à peu et qu'ainsi, s'il est possible de rendre tel chef d'entreprise responsable de l'accident du travail, arrivé dans son usine ou dans son atelier, il est clair que sa responsabilité ne peut pas être définie de la même façon quand il s'agit d'une maladie professionnelle contractée par un ouvrier et qui s'est développée dans les différents ateliers similaires où il est passé... Il y a donc là toute une organisation corporative à créer, qui ne peut pas être évidemment improvisée. »

*Première proposition Breton (1). — Difficulté d'assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail.*

M. Louis Breton, le 5 décembre 1901, soumettait à la Chambre une proposition spéciale, qui tendait à

(1) Proposition de M. Louis Breton :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les maladies d'origine professionnelle sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898.

Art. 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles les empoisonnements aigus ou chroniques, résultant de la fabrication ou de l'emploi des substances toxiques suivantes :

1<sup>o</sup> Plomb et ses composés ;

2<sup>o</sup> Mercure et ses composés ;

3<sup>o</sup> Arsenic et ses composés ;

4<sup>o</sup> Cyanogène et ses composés ;

5<sup>o</sup> Phosphore ;

6<sup>o</sup> Sulfure de carbone ;

7<sup>o</sup> Nicotine ;

8<sup>o</sup> Benzine, nitro-benzine, aniline, pétrole, goudron, essence de térébenthine, vaniline, essences odorantes, esprit de bois, acide picrique ;

9<sup>o</sup> Gaz irrespirables et vénéneux, acide sulfureux, acide hypo-azoteux, acide azoteux et vapeurs d'acide azotique, acide chlorhydrique, chlore, brome, iode, acide fluorhydrique, acide carbonique, acide sulfhydrique, oxyde de carbone ;

10<sup>o</sup> Virus de la variole, du charbon, de la morve ;

11<sup>o</sup> Poussières diverses.

Art. 3. — Des décrets rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures et du comité d'hygiène publique en France, au fur et à mesure des nécessités constatées, pourront étendre la liste de ces substances toxiques dont l'usage provoque des maladies professionnelles.

assimiler aux accidents de travail les maladies d'origine professionnelles, c'est-à-dire « les empoisonnements aigus ou chroniques résultant de la fabrication ou de l'emploi des substances énumérées dans la proposition de loi ».

M. Breton disait en parlant de l'esprit de sa proposition de loi : « C'est la détermination d'un certain nombre de maladies aiguës résultant d'un certain nombre de substances limitativement énumérées. »

Mais l'article 3 de cette proposition de loi permettait d'allonger indéfiniment la liste des substances toxiques. Limitées à onze primitivement en décidant que des décrets rendus après consultation du comité d'hygiène publique de France, et du comité consultatif des arts et manufactures, pourraient, au fur et à mesure des nécessités constatées, étendre la liste de ces substances toxiques dont l'usage provoque des maladies professionnelles.

Ce système avait un défaut. Les maladies professionnelles provoquées par les substances toxiques ne figurant pas dans l'énumération, restaient sans réparation.

De plus, il ne résolvait pas les deux difficultés inséparables de tout essai d'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, à savoir la détermination de l'origine de la maladie et le partage des responsabilités.

En ce qui concerne la détermination de l'origine

de la maladie, il est bien difficile, sinon impossible, en l'état actuel de la science, de dire si elle provient d'une cause étrangère au travail ou des conditions mêmes de l'exercice de ce travail. Certaines professions engendrent presque forcément à la longue une maladie professionnelle, sans que toutefois, d'autres personnes exerçant d'autres professions ou n'en exerçant aucune, soient à l'abri de ces mêmes maladies. Le médecin appelé à trancher la question, sera bien souvent dans l'impossibilité d'établir la relation de cause à effet.

L'hérédité pathologique, l'alimentation défectueuse, la surpopulation, l'insalubrité des habitations, l'alcoolisme surtout, sont des facteurs puissants de maladies, et ils se rencontrent malheureusement partout.

La maladie professionnelle produira des effets très différents sur deux ouvriers exerçant la même profession, selon qu'elle frappera un ouvrier sain, robuste, sobre, ou au contraire, un ouvrier anémié, alcoolique et par là même prédisposé à devenir la victime de sa profession.

M. le docteur Thoinot, dans son rapport sur les intoxications professionnelles par le plomb et ses composés, rapport présenté à la commission d'hygiène industrielle, fait observer que les accidents saturnins apparaissent d'une façon plus ou moins rapide après le début de l'exposition au poison

suivant la prédisposition individuelle, les habitudes hygiéniques du sujet et suivant la dose du poison à laquelle il est soumis, c'est-à-dire suivant le métier saturnin qu'il exerce.

Il constate que tel ouvrier a des accidents au bout de quelques jours ou quelques mois d'exposition au poison, tel autre au contraire, travaille depuis des années sans avoir présenté le moindre symptôme d'intoxication.

« Tantôt, fait-il observer, l'intoxication ne constitue qu'un accident passager, déterminant une simple incapacité temporaire de travail, sans reliquat, tantôt au contraire, elle s'empare pour ainsi dire de l'individu tout entier qu'elle conduit, à travers une série d'épisodes pathologiques, à la déchéance totale, à l'invalidité, à l'incapacité permanente et absolue de travail et enfin à la mort. » Pour certains auteurs, le tremblement saturnin est un phénomène toxique ; pour d'autres c'est un phénomène hystérique, d'autres enfin font remarquer que plus d'un saturnin est un alcoolique avéré et que le tremblement saturnin n'est peut-être souvent qu'un simple tremblement alcoolique.

De même pour les intoxications professionnelles causées par l'arsenic, M. le docteur Bourges (1) fai-

(1) Commission d'hygiène industrielle. Étude technique sur l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

sait observer dans son rapport « qu'aucun de ces accidents ne présente de caractère bien spécial permettant de le rapporter sûrement et *a priori* à l'action de l'arsenic ».

De même encore pour les accidents dus à l'action du sulfure de carbone M. le Dr Heim (1) était d'avis qu'aucun accident spécifique ne se produit dans cette intoxication qui permette d'établir avec certitude l'origine de la maladie.

De même enfin, pour les maladies causées par les poussières (pneumokonioses professionnelles), l'examen des crachats permet toujours de constater à l'œil ou au microscope, la présence des particules de charbon de fer, de silice, etc., auxquelles la maladie peut être attribuée, mais il est presque impossible de prouver que ces crachats particuliers soient autre chose qu'un signe d'identité professionnelle et qu'il existe véritablement une relation de cause à effet entre les particules inhalées et la maladie constatée.

La question de savoir si la maladie, dont est atteint un ouvrier, est bien le résultat immédiat de l'exercice de sa profession est donc, si l'on excepte quelques cas rares, fort difficile à résoudre.

S'agit-il d'une maladie professionnelle ou bien n'y a-t-il aucun lien de cause à effet entre l'occu-

(1) Commission d'hygiène industrielle. Etude technique sur l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

pation journalière de la victime et le mal dont elle souffre ?

Le médecin sera l'arbitre de l'application de la loi et nous venons de voir que bien souvent, il reconnaît que la question est insoluble ; il peut y avoir présomption sérieuse, il n'y a pas certitude.

Envisageons maintenant la seconde difficulté signalée. En ce qui concerne la question « partage de responsabilité » comment déterminer le patron vraiment responsable si la victime a déjà travaillé dans plusieurs établissements avant d'entrer dans celui où la manifestation morbide est apparue ?

En matière d'accident du travail, pas de difficultés, l'accident par sa définition étant un fait brutal, le point de départ n'est pas difficile à connaître, mais en matière de maladies professionnelles, comment répartir les différentes phases de la maladie ?

Faut-il décider que le dernier employeur sera seul responsable, celui chez qui la maladie se sera manifestée ; faut-il, au contraire, dire que ce sera le premier patron, chez qui l'ouvrier a travaillé et chez qui il est permis de supposer qu'il a contracté le germe de sa maladie, qui devra supporter la réparation ; n'est-il pas logique plutôt de rechercher la part de responsabilité des employeurs successifs du salarié ? Il serait indispensable alors de connaître les antécédents de l'ouvrier, d'ou création d'un « registre d'usine » où chaque ouvrier aurait son histoire

sanitaire écrite. En consultant ce registre, le médecin pourrait plus facilement établir son diagnostic. Mais l'ouvrier se plierait difficilement à subir l'examen du médecin désigné par le patron ; de plus toutes les maladies de l'ouvrier devraient y être mentionnées, sinon le registre ne serait d'aucune utilité ; que devient alors le secret professionnel ?

Nous ne pensons pas que le livret sanitaire préconisé par la commission d'hygiène industrielle, et qui serait indispensable pour le fonctionnement du système de M. Breton soit acceptable. Nous verrons plus loin que, dans sa deuxième proposition de loi, M. Breton a essayé d'en éluder la nécessité. Quant à la création d'un « livret individuel » son usage serait plus commode que celui du registre d'usine, mais l'ancien livret d'ouvrier a encouru des reproches très graves qui l'ont fait supprimer et qui seraient sans doute opposés au livret sanitaire individuel.

Enfin, la nécessité d'une classification d'industries s'explique très bien quand il s'agit d'une réglementation du travail en vue de l'observation des mesures d'hygiène dont les prescriptions sont nécessairement variables et spéciales à chaque industrie. Cette classification ne s'explique plus au contraire, s'il s'agit d'une extension de la loi du 9 avril 1890 qui n'en contient aucune.

L'exposé des motifs qui précède le projet de loi de M. Breton rappelle l'exemple donné par la Suisse.

Mais nous avons vu que la loi fédérale du 25 juin 1881 ne rend le patron responsable que si la maladie résulte non seulement directement mais *exclusivement* de l'exercice de la profession de l'ouvrier. La loi suisse se trouve donc avoir ainsi un champ d'application beaucoup moins étendu que celui indiqué dans la proposition de M. Breton.

D'autre part, la loi suisse édicte différentes atténuations à la responsabilité imposée au chef d'industrie « en cas de faute imputable à la victime » par exemple, si elle a contrevenu aux règlements de l'usine ; elle tient compte également de l'état de santé antérieur du malade, et elle laisse le juge apprécier le dommage.

La loi de 1898 au contraire, ne prévoit d'atténuation de la responsabilité du patron que si l'ouvrier s'est exposé intentionnellement à l'accident ou si l'accident est dû à une faute inexcusable de sa part.

Ces deux exceptions trouveront difficilement leur application lorsqu'il s'agira de maladies d'origine professionnelle, de telle sorte que si ces maladies étaient assimilées aux accidents du travail, le patron serait déclaré responsable dans tous les cas et sans atténuation possible.

La proposition de M. Breton est donc beaucoup plus rigoureuse que la loi Suisse. Pour les raisons qui précèdent, nous ne croyons pas qu'il soit possible d'assimiler les maladies aux accidents.

L'accident ne se prévoit pas, sans quoi, il cesserait d'être accident. Au contraire, la maladie d'origine professionnelle est non seulement prévue, mais encore ses conséquences dans nombre de cas le sont aussi. D'où il suit que les deux risques de nature aussi dissemblable ne peuvent être réglés par une même loi(1).

*Deuxième proposition Breton.*

M. Breton dans une deuxième proposition de loi déposée à la Chambre des Députés, le 3 juillet 1903, s'efforçait de remédier aux difficultés que nous venons de signaler.

Le juge saisi de la demande en indemnité devait, aux termes de la première proposition, admettre l'origine professionnelle de la maladie, dès qu'il était prouvé qu'il s'agissait d'une intoxication provenant de l'emploi ou de la fabrication des substances énumérées dans le texte. Il y avait en faveur de l'ouvrier une sorte de présomption légale.

Pour faciliter la détermination de l'origine professionnelle de l'état pathologique, M. Breton étend considérablement la présomption légale, dont nous venons de parler.

(1) Voir le rapport de M. Hatton à la Chambre syndicale des produits chimiques. (Séance du 19 mars 1902.)

Dans un tableau dressé à cet effet, la loi détermine quels sont les états morbides qui peuvent résulter de certaines professions.

« Art. 1<sup>er</sup>. — Les maladies d'origine professionnelle sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 12 mars 1902.

« Art. 2. -- Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées au tableau annexé à la présente loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les industries correspondantes indiquées audit tableau. »

Ce tableau, très complet, comprend neuf titres :

- 1° Le saturnisme professionnel ;
- 2° L'hydrargirisme professionnel ;
- 3° L'arsenicisme professionnel ;
- 4° Le sulfocarbonisme professionnel ;
- 5° L'hydrocarburisme professionnel ;
- 6° La septicémie professionnelle ;
- 7° Les pneumokonioses professionnelles (tuberculose) ;
- 8° Les maladies causées par le travail dans l'air comprimé ;
- 9° L'ankylostomase.

Enfin, dans un dixième numéro qui donne une portée très vaste à la proposition de loi ; sont énumérées vingt et une maladies contagieuses pour

lesquelles sept industries sont déclarées susceptibles d'en caractériser l'origine professionnelle.

Pour le saturnisme professionnel le tableau comporte trente-cinq industries susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine ; pour les pneumoconioses professionnelles douze industries susceptibles de provoquer ces maladies causées ou aggravées par les poussières et la tuberculose ; pour l'arcénisme professionnel, neuf industries et sept maladies, etc., etc., enfin un dernier titre, se rapportant aux maladies contagieuses, énumère sept industries et prévoit vingt et une maladies.

Telle est la solution proposée par M. Breton quant à la détermination de l'origine de la maladie.

M. Breton (1) convient que ce système fait considérer comme professionnelles quantité de maladies qui ne le sont pas, mais il est d'avis « qu'il y a justement là une analogie de situation absolue avec le régime de réparation accidents du travail proprement dits ».

« Il ne faut pas oublier, dit-il, que la loi du 9 avril 1898 n'accorde pas à l'ouvrier blessé une indemnité égale au préjudice qui résulte pour lui de l'accident... » Le Parlement a admis le principe d'une indemnité transactionnelle et forfaitaire réduite

(1) Exposé des motifs. *Doc. parlement.*, année 1904, n° 1159, p. 2035.

pour tous les accidents qu'elles qu'en soient les conséquences.

Si, dans certains cas, les ouvriers reçoivent moins qu'il ne leur serait dû en bonne justice, dans le cas de faute du patron, par exemple ; par contre, s'ils sont victimes de leur imprudence, ils récupèrent la perte subie dans le premier cas en touchant néanmoins la même indemnité.

De même dans l'application de la loi de 1898 aux maladies professionnelles, pense M. Breton, une compensation s'établit entre les mains des ouvriers qui touchent parfois une indemnité inférieure à celle qui leur est légitimement due, et qui, au contraire, obtiennent une indemnité supérieure dans d'autres cas.

Pour remédier à la seconde difficulté, celle qui résulte de la nécessité de déterminer quel est le patron responsable lorsque l'ouvrier a passé chez plusieurs employeurs, M. Breton propose dans l'article 3 les règles suivantes :

« Art. 3. — Lorsqu'un ouvrier quitte une des  
« usines assujetties à la présente loi, son ancien pa-  
« tron demeure responsable des maladies profes-  
« sionnelles correspondant à son industrie, qui  
« peuvent atteindre cet ouvrier, durant un délai  
« spécialement fixé au tableau annexé pour chacune  
« de ces affections.

« Toutefois cette responsabilité va en décroissant

« proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'usine et le moment où se réalise l'incapacité de travail résultant de la maladie.

« Si à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre usine également classée dans les industries correspondantes à la dite maladie, son nouveau patron n'est pas responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 2 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

« Néanmoins, s'il est établi que l'un des patrons a négligé de prendre toutes les précautions indiquées par les règlements concernant l'hygiène des ateliers ou s'il a commis une faute quelconque ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité. »

Les difficultés que suscite l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail se trouvent ainsi résolues en grande partie.

L'ouvrier atteint d'une affection considérée comme professionnelle aura même après sa sortie de l'usine, le droit de demander une indemnité à son ancien patron, s'il se trouve dans un certain délai (un an s'il s'agit d'intoxication saturnine). Mais l'indemnité va en décroissant au fur et à mesure que le temps s'écoule depuis la date de sortie de l'usine.

Si l'ouvrier entre dans une autre usine sujette aux mêmes risques d'intoxication, la responsabilité du

précédent employeur va toujours en décroissant à l'inverse de celle du nouveau patron qui va en croissant, à mesure que l'ouvrier devient plus ancien chez lui.

L'on peut faire un reproche, cependant, à cette proposition de loi ; le tableau qui y est annexé comprend des maladies dont on pourra bien souvent contester le caractère professionnel ; il y aurait là une charge très lourde à supporter pour les chefs d'entreprise, notamment en ce qui concerne les vingt et une maladies contagieuses.

D'autre part, les ouvriers qui, atteints depuis longtemps d'une maladie professionnelle sont restés plusieurs années sans accidents puis tout à coup sont frappés à nouveau n'ont droit d'après le système de M. Breton à aucune indemnité.

Nous retrouvons ici l'idée du principe forfaitaire qui régit la loi du 9 avril 1898.

Comment enfin, l'assureur pourra-t-il arriver à établir les bases des primes à payer par un patron désireux de se couvrir des risques de sa responsabilité légale ?

## III

ORGANISATION ET TRAVAUX DES COMMISSIONS D'ÉTUDES SUR  
LES MALADIES PROFESSIONNELLES. — LA COMMISSION D'HY-  
GIÈNE INDUSTRIELLE ET LE COMITÉ CONSULTATIF DES ASSU-  
RANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

---

La proposition de loi de M. Breton du 5 décembre 1901 bénéficia d'un vote d'urgence. Dans la même séance, M. Mirman faisait observer que la Commission d'assurance et de prévoyance sociales déjà saisie de la question des maladies professionnelles n'avait point en mains les éléments d'information nécessaires pour l'approfondir et il demandait que l'examen en fût confié à une commission extraparlamentaire. Sur sa motion la Chambre votait la résolution suivante :

« La Chambre invite le Gouvernement à consti-  
« tuer une Commission extraparlamentaire composée  
« de membres du Parlement, de savants, de repré-  
« sentants des patrons et des ouvriers, chargés de  
« dresser :

« 1° La liste des maladies professionnelles, c'est-  
« à-dire celles dont l'exercice continu de la profes-

« sion est la cause organique, exclusive ou essentielle.

« 2° La liste des professions correspondantes avec, « pour chacune d'elles, le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant des « dites maladies. »

La nomination d'une nouvelle Commission extraparlamentaire pouvait avoir l'inconvénient de retarder l'étude de la question et de dessaisir de cette étude deux commissions fonctionnant déjà auprès du Ministère du Commerce et plus particulièrement préparées à l'entreprendre par les travaux antérieurs de même ordre qui leur avaient été demandés. Aussi, d'accord avec la Direction du Travail, la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales représentait-elle au Ministère du Commerce, en janvier 1902, que « sans procéder à la création d'une nouvelle commission extraparlamentaire, il paraissait préférable de donner satisfaction au vœu de la Chambre, en utilisant, d'une part, la Commission d'hygiène industrielle fonctionnant déjà auprès de la Direction du Travail, qui aurait à examiner la question au point de vue technique, et d'autre part, le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail, fonctionnant auprès de la Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociales ».

Le 29 janvier 1902, le ministre du Commerce invitait cette Commission à mettre à son ordre du jour :

« 1° L'étude des maladies exclusivement engendrées ou nettement provoquées par un travail professionnel ;

« 2° La liste des industries susceptibles d'engendrer ou de provoquer ces maladies ».

La Commission partagea ses études en dix rapports qui furent successivement adoptés, et que M. Leclerc de Pulligny a résumés dans un rapport général.

De la limitation de son mandat, la Commission a tiré une première conséquence importante, c'est que la tuberculose n'est pas comprise dans le champ de son étude, sauf le cas spécial de pneumokonioses (maladies causées par l'absorption de certaines poussières).

Elle écarte également les maladies causées par le phosphore et la nicotine pour la raison, qui ne nous semble pas d'ailleurs probante, que les industries qui emploient ces substances dangereuses s'exercent uniquement en France dans les ateliers de l'État, et que les intoxications, en raison des précautions prises, y sont inconnues. Nous croyons savoir en effet, que la nécrose fait encore d'assez grands ravages.

Dans chacun des rapports, les quatre points suivants sont traités :

- 1° Diagnostic des accidents ;
- 2° Conséquences des accidents ;
- 3° Délais de révision et de prescription ;

## 4° Liste des professions correspondantes.

Des discussions de la Commission il résulte « qu'il y a lieu de faire une distinction théorique entre les maladies aiguës et les maladies chroniques professionnelles ». Les premières faciles à reconnaître peuvent être déclarées dans un délai très court ; les dernières d'un diagnostic causal beaucoup plus délicat ne peuvent l'être au contraire, immédiatement. Cependant en pratique, la Commission estimait, en se basant sur les cas les plus difficiles qu'un délai de trois mois, du jour où a commencé l'incapacité de travail, devait être fixé comme laps de temps suffisant pour faire la déclaration. Elle concluait à la nécessité de créer, dans chaque usine, un registre sanitaire sur lequel serait inscrite l'histoire individuelle de la pathologie professionnelle de chaque ouvrier.

M. Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales, présenta au Comité consultatif un rapport préparatoire très remarquable, dans lequel il émettait l'avis qu'il était impossible de tenter pour la maladie professionnelle, une législation complètement différente de la législation appliquée aux accidents, les rapports entre la maladie et l'accident étant trop étroits pour qu'il n'y ait point un intérêt évident à laisser ces deux manifestations du risque professionnel sous l'empire des mêmes principes et pour autant que les faits s'y plient, des mêmes formalités.

Il prônait une « adaptation » de la loi de 1898 au

régime parallèle, mais dissemblable des maladies professionnelles (1), il lui paraissait impossible, en effet, d'« appliquer purement et simplement la législation des accidents aux maladies professionnelles, à raison des différences profondes qui les séparent quant à la constatation de leur origine, aux phases de leur survenance et à la détermination des responsabilités qu'elles entraînent ». Pour M. Paulet, les employeurs successifs de l'ouvrier devaient être tenus solidairement dans certaines limites fixées déjà dans la loi du 9 avril 1898 ; le mécanisme de cette solidarité se trouvant réalisé dans l'organisation de syndicats de garantie, groupés par industries insalubres similaires.

Nous nous trouvons amenés ainsi à étudier le principe de l'assurance obligatoire et ses manifestations dans la législation française, avant d'examiner le projet de loi présenté par le gouvernement le 16 mai 1905 et redéposé sur le bureau de la Chambre le 14 juin 1906.

(1) Opinion citée. Rapport préparatoire au Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

## IV

## DE L'ASSURANCE OBLIGATOIRE.



Le principe de l'assurance obligatoire ne reçoit pas en France un accueil favorable ; le Sénat s'y oppose systématiquement, cependant il n'est pas inconnu dans notre législation ; nous le trouvons, en effet, appliqué dans la loi du 29 juin 1894 qui organise un régime d'assurance obligatoire pour les exploitations minières, et dans la loi du 21 avril 1898, modifiée par la loi du 29 décembre 1905, qui concerne les inscrits maritimes.

Nous avons déjà parlé de ces deux lois dans la première partie de notre étude, nous n'y reviendrons donc pas.

Signalons cependant que M. Viviani, ministre du Travail, a demandé le relèvement de 500,000 francs du crédit de 1,000,000, voté en 1903 pour les retraites ouvrières des mineurs. Ce crédit permettrait d'appeler à la retraite les parties prenantes qui ont atteint cinquante-cinq ans depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1903.

Le ministre du Travail a fait également signer un projet de loi étendant les pouvoirs des délégués

mineurs et leur donnant le droit de signaler les infractions aux lois des 2 novembre 1892, 30 mars 1900 et 29 juin 1905.

Des propositions de lois (1) émanant du groupe socialiste de la Chambre, demandent l'inscription au budget général de crédits suffisants pour faire face au risque assuré mais l'organisation d'un pareil régime d'assurances sociales auxquelles les employeurs et les employés ne participeraient pas, constituerait une charge écrasante pour un budget.

Il nous semble d'ailleurs, que l'idée même d'assurance implique, selon nous, une participation personnelle de l'assuré au paiement des primes. Le principe de l'organisation des assurances sociales sous l'égide de l'État nous paraît, au contraire, préférable.

Mais ce principe est susceptible de bien des modalités dans le détail desquelles le cadre de notre étude ne nous permet pas d'entrer ; l'assurance ainsi organisée par l'État ou sous son contrôle, doit-elle être en effet obligatoire pour le salarié ou seulement facultative ? Faut-il, en d'autres termes, imposer la prévoyance au travailleur, en le forçant à s'assurer, ou faut-il simplement faciliter pour lui l'assurance, en ne lui demandant que des primes très minimes,

(1) Proposition Zévaès tendant à organiser l'assurance-vieillesse et l'assurance-maladie. Proposition Vaillant-Coutant, tendant à instituer une assurance sociale destinée à couvrir tous les risques, y compris le risque de chômage.

grâce à une subvention de l'État et des patrons, proportionnelle aux sacrifices volontairement consentis par l'intéressé.

La question est particulièrement délicate en ce qui concerne les maladies professionnelles qui n'ont, comme le fait observer M. Maurice Bellom, de maladie que le nom. Elles se rattachent, en effet, à l'accident par les responsabilités qu'elles entraînent et à l'invalidité par la durée des secours qu'elles exigent. L'assurance contre l'invalidité serait donc le prolongement logique de l'assurance obligatoire. De plus, l'assurance obligatoire adaptée aux maladies professionnelles aurait pour inconvénient de porter atteinte aux sociétés de secours mutuels. Ces sociétés pour n'avoir pas atteint le développement exceptionnel des sociétés mutuelles anglaises, n'en sont pas moins capables de rendre de très grands services. Les sociétés anglaises, tout en conservant leur indépendance locale, se rattachent d'ailleurs à de vastes organisations, dont l'objet est d'exercer un contrôle général, et d'apporter au besoin, un secours financier à leurs différentes « branches ».

La mutualité française paraît, au contraire, étrangère à cet esprit de fédération.

L'esprit mutualiste français s'accompagne, en effet, de certaines tendances particularistes, en contradiction avec le principe de la mutualité. En effet, tandis que la société devrait normalement

réunir des membres jeunes et des membres plus âgés, les premiers préfèrent constituer à eux seuls des sociétés nouvelles affranchies de ce qu'ils considèrent comme des charges, et qui, il faut bien l'avouer, le sont en effet. Il en résulte une « pulvérisation » de l'esprit mutualiste qui a déjà été signalé bien souvent. L'augmentation des frais généraux en est la conséquence, et sans l'introduction d'éléments étrangers, les membres honoraires, ou le patron, s'il s'agit d'associations professionnelles, bien des sociétés mutuelles ne pourraient pas vivre.

L'on reproche encore à l'assurance obligatoire de porter atteinte à la liberté des ouvriers.

M. Pic (1) a montré qu'à cet égard l'assurance obligatoire était le corollaire logique du risque professionnel, aussi bien au point de vue de l'intérêt des ouvriers, que de l'intérêt général de l'industrie et du patronat.

En ce qui concerne l'intérêt de l'ouvrier, il est évident qu'une loi accordant une indemnité à l'ouvrier malade ou blessé, serait incomplète si elle ne le garantissait pas contre l'insolvabilité du patron.

Les syndicats de garantie qui sont à la base de l'organisation d'un système d'assurance obligatoire donnent à cet égard de très sérieuses garanties aux

(1) *Traité élémentaire de la législation industrielle.*

ouvriers. En ce qui concerne l'intérêt des patrons, l'obligation d'indemniser tout ouvrier atteint d'une maladie serait une charge énorme pour les petits patrons n'employant que peu d'ouvriers ; seuls les grands industriels seraient capables de la supporter.

Au contraire, dans un système groupant par régions les patrons d'une même profession, ces objections ne se retrouvent plus, chaque patron n'ayant à supporter qu'une cotisation proportionnelle au nombre des ouvriers qu'il emploie et au total des salaires qu'il leur paie. L'application du principe de la répartition des risques sur un grand nombre de têtes permettrait à la petite industrie de supporter les charges occasionnées par la réparation des maladies professionnelles.

C'est la mise en œuvre de ce principe que nous allons trouver dans le projet de loi du Gouvernement.

## V

## PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT.

—

*Projet de loi sur les maladies professionnelles  
présenté par M. Doumergue, ministre du Com-  
merce, de l'Industrie et du Travail, et par  
M. Raymond Poincaré, ministre des Finances.*

Nous avons vu que la Commission d'hygiène industrielle avait été chargée d'examiner la question des maladies professionnelles en vue d'une application éventuelle à ces maladies du régime établi par la loi du 9 avril 1898 pour les accidents du travail.

Nous avons examiné également succinctement le rapport général de M. Leclerc de Pulligny, résumant les rapports spéciaux de cette Commission.

De cette analyse, il résultait qu'il est difficile de rattacher avec certitude à leur cause originaire les maladies professionnelles autres que les affections aiguës ; qu'il serait nécessaire pour opérer ce rattachement avec une suffisante sécurité, de suivre les origines lointaines de la maladie et d'être renseigné sur l'état pathologique antérieur de l'ouvrier atteint ;

qu'en principe, la tuberculose doit être écartée de la liste des maladies professionnelles, bien que les conditions de la vie industrielle en puissent certainement favoriser le développement : que les cas de mort consécutifs à la maladie professionnelle proprement dite sont rares, ceux d'incapacité permanente absolue ou partielle peu fréquents ; ceux d'incapacité temporaire assez nombreux ; qu'en règle générale, les délais de prescription et de révision établis par la loi sur les accidents du travail sont suffisants ; qu'au contraire le délai légal fixé pour la déclaration des accidents par cette loi est trop court, en raison du diagnostic souvent difficile et lent de l'affection ; qu'enfin, le régime d'assimilation et de réparation projeté doit être limité aux intoxications les plus importantes.

Le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail fut alors à son tour saisi de la question que lui exposa un rapport de M. Paulet, directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales. Dans ce rapport, M. Paulet, concluait, tout d'abord, à la nécessité qu'il y a de faciliter l'étude de la prévention des maladies professionnelles corrélativement à celle de leur réparation. A son avis le meilleur moyen d'inciter l'industrie à faire les dépenses nécessaires à l'organisation des mesures préventives, sans contrainte légale, est sans aucun doute « dans l'organisation des responsabilités financières qui mettraient direc-

tement l'intérêt patronal aux prises avec la recherche des perfectionnements réalisables ». « Il semble, « disait M. Paulet, que l'industrie pourrait être as-  
« treinte en vue d'une prévention plus complète et  
« en vue de ses propres intérêts, grâce aux statis-  
« tiques précieuses qu'une telle mesure rendrait  
« possibles, à déclarer toutes les maladies profes-  
« sionnelles intéressantes à suivre. »

En second lieu, comme nous l'avons déjà dit, M. Paulet au point de vue « réparation » était d'avis de faire une « adaptation » de la loi de 1898 aux maladies professionnelles.

Le Comité consultatif avait donc à rechercher un système nouveau qui, tout en s'inspirant le plus possible de la législation sur les accidents, pût permettre de parer aux difficultés spéciales que présente la réparation des maladies professionnelles,

Sur ces bases générales le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail arrêta le cadre du projet de loi qui lui était demandé.

Ce projet fut déposé, une première fois, sur le bureau de la Chambre, par M. Dubief, ministre du Commerce, le 16 mai 1905 ; puis à nouveau le 14 juin 1906, par M. Doumergue, ministre du Commerce et Poincaré, ministre des Finances. Trois modifications de détail introduites à la demande de l'administration des finances, aux articles 23, 26 et 44, différencient seulement ces deux propositions.

Examinons maintenant l'économie générale de ce projet de loi.

*Économie du projet de loi gouvernemental (1).*

Au point de vue « prévention » le Comité consultatif se préoccupa tout d'abord de faciliter l'étude et la prévention des maladies professionnelles. L'efficacité des mesures d'hygiène et de salubrité jusqu'ici trop souvent négligées n'est pas contestable en effet. Les comparaisons faites entre des exploitations diversement aménagées ont pu révéler entre la moyenne des journées de maladies atteignant le personnel des unes et le personnel des autres, des différences allant jusqu'aux trois quarts. Sans doute, l'application d'une législation de réparation doit, par son propre mécanisme financier, inciter les industriels assujettis à prendre les mesures d'hygiène utiles, il n'en a pas moins semblé indispensable d'imposer en vue d'une prévention plus complète, la déclaration des maladies d'ordre professionnel, aussi bien aux industries laissées pour l'instant sous le régime du droit commun, à raison de leur moindre importance ou de leurs dangers plus restreints d'in-

(1) Documents parlementaires. Projet de loi du 14 juin 1906. (Annexe du *Journal Officiel*, n° 88, p. 537 et suivantes.

toxication professionnelle, qu'aux industries dès maintenant assujetties au régime de réparation projeté.

Le projet gouvernemental n'embrasse, en effet, en vue d'une expérimentation prudente, que les deux plus graves intoxications : celles du plomb et du mercure.

Au point de vue « réparation », tout en prenant pour guide la loi du 9 avril 1898, et en retenant le principe du risque professionnel et ses conséquences forfaitaires de réparation, le Comité consultatif estime que la responsabilité patronale au cas de maladie d'origine professionnelle doit être collective et non individuelle ; il est d'avis qu'en présence des différences qui séparent l'accident et la maladie, il ne faut, en effet, pas appliquer purement et simplement aux maladies professionnelles le régime de la loi du 9 avril 1898 ; mais seulement faire une adaptation de ce régime au risque « maladie ». Les deux difficultés essentielles de cette adaptation proviennent l'une du discernement toujours incertain du caractère professionnel de la maladie, l'autre de la recherche et du partage des responsabilités patronales, difficiles à déterminer, par suite des causes souvent lointaines de l'affection.

On pouvait songer à parer à la première difficulté au moyen d'une définition légale de la maladie professionnelle, c'est le système de M. Breton, mais

c'était exposer ou bien l'ouvrier à souffrir de toute lacune dans la liste des maladies, ou bien, au contraire, assujettir le patron à des réparations excessives en allongeant trop la liste des maladies.

Par ailleurs, songer à faciliter le discernement de la causalité professionnelle de la maladie par l'établissement de carnets sanitaires individuels et de registres sanitaires d'usine, eut été retomber sous les inconvénients du livret d'ouvrier.

Pour éviter ce double écueil, le Comité adopte la solution suivante : il met la réparation à la charge commune des industriels obligatoirement groupés, sauf ventilation entre eux, et même pour le plus grand nombre des maladies professionnelles, c'est-à-dire pour toutes celles qui n'occasionnent que des incapacités de travail inférieures à un mois, il rejette toute distinction entre ces maladies et les maladies ordinaires et les englobe dans une commune réparation ; sauf à faire supporter, dans ce cas, aux ouvriers, une part de la charge corrélative, celle qui correspondra, d'après les évaluations statistiques, aux maladies étrangères à l'exercice de la profession.

Cette solution évite entre patrons et ouvriers les contestations qui ne manqueraient pas de se produire presque pour chaque cas particulier de maladie, et en même temps elle ôte aux chefs d'entreprise tout motif sérieux d'opérer, dans un intérêt de sélection sanitaire à leur avantage, des congédiements pré-

ventifs et prématurés qui pourraient devenir une menace très sérieuse pour les ouvriers.

Des régimes partiels d'assurance obligatoire existent déjà d'ailleurs, comme nous l'avons vu plus haut, dans notre législation, et le projet gouvernemental dont nous nous occupons, limité à un nombre relativement restreint d'industries, ne nuirait pas plus que la loi du 29 juin 1894 sur les exploitations minières et celle du 21 avril 1898 qui concerne la marine marchande, au développement des sociétés de secours mutuels, que les pouvoirs publics doivent s'efforcer d'encourager.

En résumé dans ce projet de loi présenté par le gouvernement, le Comité estime qu'au cas de maladie professionnelle, la responsabilité patronale doit être collective, non individuelle : que cette responsabilité ne saurait être couverte que par une assurance obligatoire ; qu'elle doit être organisée par groupements professionnels centralisés avec des sous-organisations locales pour la surveillance et le paiement des petites indemnités que l'incapacité professionnelle en matière de maladie doit être assimilée à l'incapacité permanente partielle en matière d'accidents : qu'il y aurait lieu d'introduire dans le projet le principe de révision admis par la loi du 9 avril 1898 ; qu'il conviendrait de réserver dans la législation sur les maladies professionnelles l'intervention d'une juridiction arbitrale pour éviter qu'en

cette matière très technique le médecin, seul conseil effectif du juge civil, ne devienne en réalité, sous son couvert, l'arbitre unique et irresponsable de l'exécution de la loi.

Conformément à ces idées, le projet organise pour les groupes d'industries similaires des syndicats de garantie. Ces syndicats de garantie subdivisés en mutualités locales d'arrondissements, englobent pour toute la France, tous les patrons des industries du groupe.

Le syndicat est appelé à faire directement face par répartition annuelle des charges entre ses membres, à la réparation des maladies professionnelles graves, c'est-à-dire des maladies entraînant la mort, l'incapacité permanente, et, lorsqu'elle excède une durée de trente jour, l'incapacité temporaire. La réparation de cette première catégorie de maladies incombe intégralement au patron, à condition qu'elles soient réellement professionnelles. La charge de la preuve offre peu d'inconvénients pour ces incapacités qui sont relativement peu nombreuses et qui à raison même de leur durée et de leur caractère de gravité, offrent aux médecins des diagnostics moins incertains.

Au contraire, les maladies professionnelles de courte durée, n'occasionnent que des incapacités temporaires de trente jours au plus, qui sont de beaucoup les plus nombreuses, qui pourraient donner lieu

à plus de difficultés de diagnostic et qu'il importe à raison même de leur brièveté, de pouvoir réparer rapidement, seront toujours et toutes réparées pour éviter que chacune d'elles ne soit la cause d'un procès portant sur son caractère professionnel. Cette réparation globale des maladies de courte durée implique d'ailleurs que les patrons ne sauraient être tenus d'en faire seuls les frais. Au moyen de statistiques à établir ou à poursuivre, on aura dans l'intégralité du risque des courtes maladies, un départ à faire entre les éléments d'ordre professionnel et les éléments d'ordre général, les patrons devant faire face seulement à la portion du risque correspondant à la part présumée de la maladie professionnelle et les ouvriers devant supporter celle qui résulte de la maladie ordinaire.

Deux idées principales sont donc à noter dans ce projet : d'une part sa limitation aux deux principales intoxications, l'intoxication saturnine et l'intoxication mercurielle ; et d'autre part la division qu'il opère entre les maladies professionnelles graves ayant une durée supérieure à trente jours et les maladies professionnelles de courte durée n'occasionnant que des incapacités temporaires de trente jours au plus.

Pour la connaissance des différentes difficultés que pourra soulever l'application si complexe et si technique de toute législation sur les maladies pro-

fessionnelles, le projet prévoit l'institution de comités locaux d'arbitrage et d'un comité central d'arbitrage, tout en déférant leurs décisions importantes à la cour de cassation pour ne pas faire brèche à l'unité de jurisprudence.

Tel est le système élaboré par le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail et qui lui a paru seul susceptible d'éviter les trois principaux écueils à redouter :

1° Éviter qu'il y ait un litige à l'occasion de chaque maladie ;

2° Prévenir les renvois d'ouvriers qui tendraient à se produire en l'absence d'une organisation corporative obligatoire ;

3° Écarter la nécessité de livrets ou de registres sanitaires, qui, en dernière analyse, n'échapperaient que difficilement aux inconvénients et aux griefs auxquels le législateur de 1890 a voulu mettre un terme en abolissant les anciens livrets d'ouvriers. Ce projet contient cinq titres : le premier détermine le champ d'application de la loi et fixe les indemnités dues à la suite de maladie ; le deuxième et le troisième traitent respectivement de l'organisation et du fonctionnement des mutualités locales et des syndicats centraux de garantie, de leurs charges et de leurs ressources ; le titre IV est consacré aux comités locaux d'arbitrages et à la Commission supérieure des maladies professionnelles, destinés à assurer le

fonctionnement régulier du régime projeté ; enfin le titre V comprend en même temps que des dispositions diverses et transitoires les pénalités et les sanctions applicables en cas d'infraction aux dispositions de la loi.



## ÉTUDE DU PROJET DE LOI GOUVERNEMENTAL



## TITRE I<sup>er</sup>

### DES INDEMNITÉS DUES A LA SUITE DE MALADIES

---

Dans son article 1<sup>er</sup>, le projet indique les industries auxquelles s'appliquera la loi ; ce seront celles qui, du fait de la fabrication, de la manutention ou de l'emploi, soit du plomb ou ses composés, soit du mercure ou ses composés, donneront lieu à des affections aiguës ou chroniques fréquentes. Ces industries seront désignées par décret après avis de la commission supérieure des maladies professionnelles dont la création est visée à l'article 36 du projet.

Cette limitation du cadre d'application de la loi est faite dans le but d'instituer le plus tôt possible le régime même de réparation des maladies professionnelles. Lorsque ce régime aura été introduit et expérimenté il sera plus facile d'y englober des intoxications nouvelles, d'après les résultats de l'expérience acquise (1).

L'article 1<sup>er</sup> décide en outre que pour les incapacités de travail n'excédant point trente jours, toutes

(1) *Documents parlementaires*, année 1908, annexe n° 88, p. 559.

les autres maladies donnent droit aux allocations déterminées par la présente loi.

Il résulte des termes de cet article que certaines entreprises dont un ou deux ateliers seulement feront usage du plomb ou du mercure pourront n'être que partiellement assujetties à la loi et que les décrets à intervenir, pour déterminer les assujettissements, devront se limiter aux industries présentant un risque certain de maladies professionnelles fréquentes.

Les décrets prévus à l'article 3 du projet et rendus après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles auront à établir sur ces bases la liste des industries et travaux assujettis et à opérer entre eux des classifications pour grouper les industries similaires présentant des degrés de risques voisins.

Après avoir spécifié les intoxications retenues par le projet et les industries auxquelles il s'appliquera, le titre I<sup>er</sup> détermine les droits des ouvriers ou employés des entreprises assujetties.

Les indemnités s'appliquent :

1<sup>o</sup> Pour les incapacités de travail excédant trente jours, à la réparation des maladies dont l'origine professionnelle est constatée...

2<sup>o</sup> Pour les incapacités de travail n'excédant pas trente jours à la réparation de toutes les maladies sans distinction.

Les patrons supportent entièrement les charges des premières ; les ouvriers au contraire contribuent aux secondes en proportion de la part présumée de la maladie banale dans l'ensemble de maladies ainsi réparées.

A l'exemple de la loi du 9 avril 1898, les intéressés ne peuvent se prévaloir d'aucune disposition législative autre que celle de la présente loi, à raison des maladies visées au projet. De même les ouvriers dont le salaire dépasse 2,400 francs, ne bénéficient des dispositions de la proposition de loi que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 5. Les ouvriers étrangers aux termes de l'article 7 sont placés sur le même rang que les ouvriers français pour l'indemnisation des incapacités n'excédant pas trente jours. Pour les autres incapacités de travail, le projet leur applique la loi du 9 avril 1898 sous réserve des conventions internationales intervenues en conformité de cette législation.

## TITRE II

## DES MUTUALITÉS LOCALES.

---

Aux termes de ce projet de loi, les syndicats centraux de garantie solidaires prévus à l'article 4 organisés au titre III et qui s'étendent à toute la France, seraient subdivisés par arrêtés du ministre du Commerce ; puis, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles, en mutualités locales, comprenant de plein droit tous les chefs d'entreprises ou parties d'entreprises situées dans la circonscription et ressortissant au groupe, ainsi que les ouvriers et employés occupés dans ces établissements ou parties d'établissements.

Ces mutualités, dans les articles 10 et 11, règlent la constitution, correspondent en principe à l'arrondissement. Elles élisent, dans les conditions fixées pour les élections aux Conseils de prud'hommes, un Comité directeur renouvelable par moitié tous les trois ans, composé d'une part de trois patrons ou préposés des patrons, d'autre part de trois ouvriers ou employés, et que préside un président élu par les six membres qui précèdent ou, à défaut d'en-

tente entre eux, par le président du tribunal civil.

Le Comité directeur ainsi constitué désigne son trésorier ainsi que les médecins et pharmaciens chargés d'assurer les soins médicaux et pharmaceutiques prévus par le projet, il exerce par l'intermédiaire de son président les droits de la mutualité locale et fait face aux obligations qui lui incombent.

La mutualité locale est chargée de payer aux ouvriers les indemnités de maladies prévues au projet. Parmi ces indemnités, les unes sont supportées définitivement par la mutualité locale ; les autres ne sont payées par la mutualité locale qu'à titre d'intermédiaire, et incombent en dernier ressort au syndicat central de garantie.

Dans la première catégorie sont comprises les dettes d'indemnités journalières, les frais funéraires, les frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation afférents aux incapacités d'une durée maxima de trente jours. Dans la deuxième catégorie rentrent les indemnités dues pour les incapacités d'origine professionnelle de plus de trente jours et les arrérages des rentes attribuées en cas de décès ou d'incapacité permanente.

La caisse de la mutualité locale est alimentée par les versements des patrons et les retenues opérées par eux sur les salaires de leurs ouvriers, selon des taux fixés, chaque année, par décret rendu après avis du Comité directeur de la mutualité locale, du

Conseil d'administration du syndicat central de garantie et de la Commission supérieure des maladies professionnelles. L'article 16 fixe également la constitution d'un fonds de réserve qui doit être au moins égal au montant des dépenses moyennes d'un exercice, sans dépasser le triple de ce montant.

Au moyen de statistiques à établir, on aura dans l'intégralité du risque des courtes maladies un départ à faire entre les éléments d'ordre professionnel et les éléments d'ordre général ; les patrons devant faire face seulement à la portion du risque correspondant à la part présumée de la maladie professionnelle, et les ouvriers devront supporter celle qui résulte de la maladie ordinaire.

La base de ce système c'est la distinction faite entre les maladies graves et les maladies n'occasionnant qu'une incapacité de travail de trente jours au plus. Les indemnités dues à raison des premières sont versées intégralement par le patron, les indemnités dues pour la seconde catégorie sont supportées par le patron et l'ouvrier ; la quote-part du patron étant proportionnelle à la part supposée de la maladie professionnelle dans chaque cas. \*

Le projet laisse aux mutualités locales la faculté de passer telles conventions utiles avec les sociétés de secours mutuels, les caisses patronales où les sociétés d'assurances dûment agréées à cet effet par le ministre du Commerce (art. 18). Le Comité directeur

peut décider en outre, qu'accessoirement, il effectuera, pour le compte des chefs d'entreprise inscrits à la mutualité locale qui le demanderont le service des indemnités en cas d'accidents du travail pour les incapacités n'excédant pas trois mois (art. 19).

## TITRE III

## DES SYNDICATS CENTRAUX DE GARANTIE.

---

Les patrons de chaque groupe d'industries similaires sont, comme nous l'avons vu en étudiant l'esprit général de ce projet de loi, obligatoirement réunis dans un syndicat central de garantie liant solidairement ses membres pour le paiement des indemnités mises à leur charge. Le titre III de la proposition qui nous occupe, organise le fonctionnement de ces syndicats.

Les syndicats centraux de garantie s'étendent à toute la France et ont leur siège social à Paris ; ils doivent assurer la réparation de toutes les incapacités graves d'origine professionnelle (incapacités de plus de trente jours, incapacités permanentes, cas de mort) dont la charge n'incombe pas aux mutualités locales.

A leur tête se trouve un Conseil d'administration qui correspond au Comité directeur de la mutualité locale et se compose de sept membres patrons, élus exclusivement par les chefs d'entreprise faisant partie des mutualités ressortissant au syndicat.

La capacité du syndicat est la même que celle de la mutualité locale, moins la faculté de recevoir des libéralités mobilières. La contribution des patrons aux charges du syndicat correspond à leurs prestations dans les mutualités locales.

Le syndicat fait face au paiement des indemnités et des rentes mises à sa charge par l'article 5 du projet et en répartit le montant à la fin de chaque exercice en proportion des contributions dues par eux aux mutualités locales.

L'article 27 décide qu'en cas d'insolvabilité constatée des chefs d'entreprise débiteurs, le déficit est réparti entre les syndicats centraux au prorata du chiffre de leurs répartitions respectives.

La part incombant ainsi à chaque syndicat central fait ensuite l'objet d'une seconde répartition entre les patrons qui le composent. La gestion de ces syndicats est soumise au même contrôle que celle des Sociétés d'assurance contre les accidents du travail (1).

(1) M. Basly, député, a déposé en 1908 une proposition de loi ayant pour objet de modifier les lois des 9 avril 1898, 22 mars 1902, 31 mars 1905 et 17 avril 1906 sur les accidents du travail. Cette proposition qui comporte l'interdiction des syndicats de garantie, a été renvoyée à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

## TITRE IV

DES COMITÉS D'ARBITRAGE ET DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE  
DES MALADIES PROFESSIONNELLES.

---

Les dispositions contenues au titre IV du projet se réfèrent à la loi du 9 avril 1898 en ce qui touche la déclaration des maladies professionnelles, la procédure d'enquête devant le juge de paix, la prescription annale de l'action en indemnité (art. 30 et 31), la révision triennale des décisions ayant statué sur les incapacités de travail (art. 35). Mais le projet innove en remplaçant la compétence de droit commun du juge de paix et celle du tribunal civil par celle des comités locaux d'arbitrage et la compétence ordinaire de la cour d'appel par celle d'un Comité central, émanation de la commission supérieure des maladies professionnelles.

Le Comité local d'arbitrage se compose de deux membres patrons et de deux membres ouvriers du Comité directeur de la mutualité locale, élus par ce Comité, d'un président et d'un médecin désignés par ces quatre premiers membres en dehors du Comité directeur de la mutualité locale. A défaut d'entente

le président et le médecin sont désignés par le président du tribunal civil (art. 32). Le syndicat central est représenté par un délégué auprès de chaque comité local d'arbitrage.

Le Comité central organisé par l'article 37 du projet se compose de deux conseillers à la cour de cassation et de deux conseillers d'État désignés par décret, de certains membres de la Commission supérieure des maladies professionnelles, savoir : deux membres du Comité consultatif des Assurances contre les accidents du travail, deux médecins, membres de la Commission d'hygiène industrielle, un conseiller prud'homme patron et un conseiller prud'homme ouvrier désignés par le Conseil supérieur du travail parmi ses membres et d'un professeur à la Faculté de droit ; ce Comité central joue auprès des comités locaux d'arbitrage, le rôle de la cour d'appel, mais il ne peut être saisi que s'il s'agit de rentes à allouer en cas d'incapacité permanente ou de mort, d'indemnités journalières pour les maladies d'origine professionnelle excédant trente jours, ou enfin de difficultés touchant à l'établissement des listes électorales des mutualités locales et aux élections de leurs comités directeurs, lorsque ces difficultés soulèvent une question d'assujettissement (art. 35). En dehors de ces questions, la décision du Comité locale est sans appel, toutefois, le pourvoi en cassation pour incompétence ou excès de pouvoir est admis contre

les décisions en dernier ressort des comités locaux d'arbitrage et contre celles du Comité central.

Si la cour de cassation infirmait une décision du Comité central d'arbitrage, la Commission supérieure des maladies professionnelles statuerait comme juridiction de renvoi, et elle devrait se conformer aux décisions de la cour de cassation sur les points jugés par cette dernière (art. 37).

Dans le projet du gouvernement, ces innovations ont pour but de hâter la liquidation des indemnités, et elles se justifient par la nature particulièrement délicate des questions que soulève la réparation des maladies professionnelles. Grâce au système proposé, l'information des tribunaux arbitraux sera plus rapide et par là même moins difficile.

L'article 38 dispose enfin que la procédure à suivre devant les comités locaux d'arbitrage et devant le Comité central sera déterminée par un règlement d'administration publique rendu après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles ; mais il ajoute que toutes les contestations autres que celles déferées par le présent projet aux comités locaux et au Comité central d'arbitrage restent soumises aux tribunaux compétents qui devront surseoir à statuer toutefois s'il y a question préjudicielle à résoudre par les comités d'arbitrage.

## TITRE V

## DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES.

---

Sous cette rubrique, le projet indique des dispositions d'ordres divers, dont les plus importantes se rapportent aux sanctions prévues pour assurer l'exacte application de la loi et à la déclaration de toutes les maladies d'ordre professionnel. En ce qui concerne les sanctions, l'article 41 prévoit des amendes de simple police, et, en cas de récidive, des amendes correctionnelles pouvant s'élever jusqu'à 500 francs ;

1° Contre les chefs d'entreprise qui ne procéderaient pas aux déclarations d'assujettissement auxquelles les astreint l'article 11, aux déclarations des maladies professionnelles spécifiées à l'article 30, ou qui, pour les retenues à opérer sur les salaires des ouvriers, ne se conformeraient point aux dispositions de l'article 16 (art. 41) ;

2° Contre les membres des Comités directeurs de mutualités locales et les administrateurs des syndicats centraux de garantie qui ne soumettraient point à l'approbation du ministre du Commerce, dans les termes des articles 24 et 28, et dans les délais pres-

crits, le règlement intérieur déterminant le fonctionnement de chaque mutualité ou de chaque syndicat, ou qui, plus généralement, feraient obstacle, même par leur simple négligence, à l'exacte application de la loi.

Les mêmes amendes s'appliquent aux trésoriers des mutualités locales, qui garderaient en caisse une somme supérieure au quart de la dépense totale de l'année précédente, ainsi qu'aux médecins traitants, qui ne déclareraient pas, comme le leur prescrit l'article 39, les maladies professionnelles qu'ils auraient traitées.

En cas de violation des dispositions de la loi ou d'inexécution du règlement intérieur, la dissolution administrative du Comité directeur de la mutualité locale peut être prononcée par le ministre du Commerce, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles, sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale encourue par les administrateurs (art. 42).

Le projet reproduit, en outre, la disposition de l'article 30 de la loi du 9 avril 1898, qui frappe de nullité toute convention contraire à la loi (art. 40).

Enfin, dans son article 39, il prépare l'amélioration et l'extension ultérieure de la législation qu'il inaugure en édictant la déclaration des maladies professionnelles même dans les entreprises non assujetties dès le début.

Une liste des maladies à déclarer serait à cet effet dressée par décret et l'obligation de la déclaration incomberait aux médecins traitants sous leur responsabilité pénale.

Tel est, dans son ensemble, le projet de loi présenté par le gouvernement ; limité, quant à son champ immédiat d'application, aux intoxications saturnine et mercurielle, il tend à assurer progressivement par la suite, dans toutes les industries insalubres, la réparation des maladies professionnelles.

Il convient de louer grandement le législateur de s'être posé sur le terrain de l'assurance obligatoire, ainsi que de le féliciter des heureuses organisations qu'il propose, nous voulons parler des mutualités locales et des syndicats centraux de garantie.

La création de tribunaux arbitraux et professionnels constitue également une innovation très intéressante, de même l'obligation imposée aux médecins traitants de déclarer les maladies professionnelles qu'ils pourront être appelés à traiter.

Toutes ces dispositions constituent assurément pour l'ouvrier et aussi pour le patron de très sérieuses garanties et le système préconisé par le gouvernement nous paraît préférable à l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail.

Il n'est pas cependant à l'abri de toutes critiques. On lui reproche, notamment, d'être assez compliqué ;

tous les rouages qu'il met en fonction, exigent une organisation puissante et une concordance parfaites.

Il est, de plus, bien à craindre que ce projet qui vise « à éviter un litige à propos de chaque maladie », ne soit, au contraire, une source considérable de difficultés. Le projet de loi du gouvernement ne s'applique, comme nous l'avons vu, qu'aux maladies professionnelles résultant de la manipulation du plomb, du mercure et des composés de ces deux corps, c'est-à-dire qu'il ne vise que le saturnisme et l'hydrargyrisme professionnels ; il laisse donc de côté bien des maladies résultant de l'exercice de professions insalubres. Sans doute, le projet du gouvernement n'est qu'une amorce d'un projet plus vaste, mais tel qu'il est présenté, il nous paraît vraiment par trop limité.

Il convient d'observer d'ailleurs, que parti de l'idée d'assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail, ou tout au moins d'en faire une adaptation assez rigoureuse, le Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail a abouti à une méthode de réparation toute nouvelle et qui ne saurait être considérée comme une adaptation, même lointaine, de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail ; le projet gouvernemental constitue, en réalité, un essai de l'assurance-maladie telle qu'elle fonctionne en Allemagne.

Dans l'exposé des motifs de sa troisième proposition de loi, que nous allons examiner tout à l'heure,

M. Breton fait observer que : « Ce projet ne présente qu'un avantage, très important, il est vrai, c'est celui d'amorcer d'une façon très efficace l'assurance-maladie en général pour tous les ouvriers et toutes les affections. En effet, lorsque les travailleurs de certaines industries insalubres jouiront d'une assurance mise partiellement à la charge des patrons, pour toutes les maladies professionnelles ou non, d'une durée inférieure à trente jours, l'extension de cette mesure ne pourra tarder à s'imposer pour tous les autres travailleurs ».

M. Breton reproche au projet gouvernemental de rendre bien plus difficile le vote rapide de la réforme concernant les maladies professionnelles, en ce qu'il comporte l'assurance obligatoire qui, jusqu'ici, a toujours été écartée par le Sénat. Pour lui, loin de simplifier la solution du problème, ce projet la complique : en effet, en ce qui concerne les maladies de courte durée dont la réparation est supportée en commun par les patrons et les ouvriers, la proposition gouvernementale se heurtera à une grosse difficulté : la détermination exacte de la part incombant aux patrons et de celle qui sera à la charge des ouvriers.

Ce reproche nous semble fondé.

Le projet dit bien qu'à l'aide de statistiques, on déterminera l'importance de l'élément banal de maladie et que les cotisations ouvrières y seront pro-

portionnelles ; mais c'est là une opération bien délicate et qui nécessite l'existence de statistiques plus perfectionnées que celles dont on dispose actuellement sur la matière.

Au début surtout, il sera matériellement impossible de fixer cette proportion avec une exactitude quelconque par suite de l'absence absolue des statistiques nécessaires. Le classement des industries en groupes similaires au point de vue de la nature et de l'importance des risques encourus, et la constitutions de mutualités locales ne se fera pas, d'ailleurs non plus, sans de sérieuses difficultés.

Au point de vue de la prévention des maladies professionnelles, M. Breton dit que le projet gouvernemental sera moins efficace que sa proposition tendant à l'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, en ce qu'il n'incitera pas suffisamment les patrons à prendre toutes les précautions préventives possibles.

Telles sont, rapidement exposées, les objections que rencontre le projet du gouvernement. Avant d'en tirer une conclusion, il nous reste à voir la troisième proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre par M. Breton, le 13 juillet 1906.

*Troisième proposition Breton.*

L'exposé des motifs de cette troisième proposition de loi ne diffère de celui de la proposition du 3 juillet 1903 que par quelques passages relatifs au projet de loi du gouvernement et au projet de loi anglais. Nous n'y reviendrons donc pas, nous nous contenterons seulement d'examiner les additions que le législateur a cru devoir insérer dans son projet, à la suite d'un rapport très remarquable présenté à la Chambre de Commerce de Bourges par M. Marc Larchevêque, fabricant de porcelaine, dont les observations, en sa qualité d'industriel soumis à la loi qui nous occupe, sont particulièrement intéressantes.

Dans son rapport, M. Larchevêque demandait à l'auteur du projet de loi d'ajouter une disposition spéciale classant par groupes ou classes les usines d'une même industrie : cette classification ayant pour base les moyens préventifs et d'hygiène générale des ateliers avait pour but :

« 1° De déterminer mathématiquement les parts  
« d'indemnités dues pour le cas où plusieurs patrons  
« se trouvent responsables d'un même cas de mala-  
« die professionnelle.

« 2° De fixer le tant pour cent de l'indemnité for-  
« faitaire afférente à chaque groupe ou classe pour  
« les maladies dont l'origine professionnelle est

« indiscutable ou pour les maladies qui peuvent être  
« aggravées par le risque professionnel, notam-  
« ment en ce qui concerne les pneumokonioses et la  
« tuberculose. »

La conséquence de cette disposition était, d'une part d'intéresser les industriels à pourvoir leurs usines des moyens d'assainissement les plus perfectionnés, et, d'autre part, d'engager les ouvriers à se servir des moyens préventifs mis à leur disposition, puisque, en cas de maladies professionnelles contractées dans une usine la mieux aménagée, l'indemnité était moindre ; d'où intérêt pour l'ouvrier à éviter l'intoxication.

Cette très ingénieuse idée se trouve traduite dans l'article 4 de la proposition de loi du 13 juillet 1906, qui indique que dans chaque département une commission dont il règle la composition, sera chargée de répartir les usines assujetties en six classes, en prenant pour base de cette répartition l'hygiène des ateliers de ces usines, et les moyens de prévention des maladies qui y sont employés.

Chaque année, d'ailleurs, la classification doit être revue et la commission peut : soit faire rétrograder, soit faire avancer d'une classe à l'autre les usines où des changements dans les mesures préventives se sont produits.

A l'article 3, M. Breton ajoute, en conséquence une phrase indiquant que le tribunal pourra tenir

compte dans la répartition des responsabilités, du classement des usines prévu par l'article 4 ; mais M. Breton n'admet pas la répercussion automatique de la disposition de classement sur la réparation, et la raison qu'il en donne est celle-ci :

« Si, en effet, on décidait que les patrons des  
« usines des premières classes verraient, en tout état  
« de cause, leur responsabilité diminuée dans une  
« certaine mesure, cette diminution devrait être ou  
« supportée par l'ouvrier ou reportée sur les autres  
« patrons également responsables, mais dont les  
« usines seraient dans une classe inférieure.

« Dans ce dernier cas, si un ouvrier travaillant  
« dans une première classe, est frappé d'une affec-  
« tion professionnelle la veille du jour où expire le  
« délai de responsabilité de son ancien patron dont  
« l'usine est de la sixième classe, ce dernier aurait  
« à supporter en plus de la part infime de responsa-  
« bilité qui lui incombe en vertu de l'article 3, le  
« dégrèvement dont profiterait le premier patron.  
« Lorsqu'on pense qu'il ne devrait plus rien si l'ou-  
« vrier était atteint un jour plus tard, on voit qu'il  
« y aurait là une anomalie vraiment inadmis-  
« sible (1). »

Pour la tuberculose, au contraire, dont l'origine

(1) *Documents parlementaires*, Chambre, annexe n° 323, p. 2296.

professionnelle est rarement certaine et qui se trouve le plus souvent simplement aggravée par l'exercice de la profession, M. Breton consent à diminuer le montant de l'indemnité due à l'ouvrier par les patrons des usines des premières classes.

Le nouvel article 5, en effet, indique qu'en ce qui concerne exclusivement la tuberculose, l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898 ne sera totale que pour les patrons des usines de la sixième classe ; cette indemnité subissant une réduction de 10, 20, 30, 40 et 50 0/0 pour les patrons des usines des 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> classes.

M. Breton voit d'ailleurs là le moyen d'introduire la tuberculose dans la loi.

Enfin, M. Breton estime qu'il serait anormal de faire payer la même prime d'assurance, contre les risques des maladies professionnelles, aux patrons des usines des différentes classes ; il ne croit pas qu'il soit possible, cependant, d'imposer par la loi un tarif différentiel aux Compagnies d'assurance ; mais il les y incite en proposant cette mesure contre la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents créée par la loi du 11 juillet 1868. C'est l'objet de l'addition qu'il fait subir à l'article 10 de sa précédente proposition de loi, en y stipulant une réduction de 10, 20, 30, 40 et 50 0/0 sur le montant des primes payées par les patrons des usines des 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> et 1<sup>re</sup> classes.

M. Breton reconnaît lui-même que cette disposition n'ira pas sans difficultés pour l'établissement des tarifs de la Caisse nationale d'assurance ; mais, dit-il, « ce n'est pas acheter trop cher les avantages considérables qu'elle comporte au point de vue de la « prévention des maladies, c'est-à-dire de la santé et « de la vie de nombreux travailleurs, que de les « payer au prix de quelques difficultés supplémentaires que ne peuvent manquer de résoudre dans « les meilleures conditions les hommes éminents qui « dirigent notre Caisse nationale d'assurance. »



## CONCLUSION

---

Nous avons ainsi terminé l'étude de la réparation des maladies professionnelles occasionnées par le travail.

Dans son très remarquable *Traité élémentaire de législation industrielle*, M. Paul Pic a montré combien était illogique et injustifiée cette limitation de la loi aux seuls accidents du travail :

« Cette exclusion, dit-il, de la maladie professionnelle, motivée exclusivement par des considérations pratiques, est presque unanimement condamnée par le corps médical. Elle est, en effet, aussi injuste qu'illogique : injuste, attendu que la maladie professionnelle ayant, comme l'accident, son origine dans le fonctionnement de l'industrie, constituant un véritable risque de la profession, devrait, en bonne justice, ouvrir au profit de celui qu'elle atteint, souvent mortellement, un droit égal à réparation ; illogique, car il n'y a au fond aucune différence de nature entre un empoisonnement accidentel dû à un brusque dégagement des gaz délétères, et l'empoisonnement lent et insi-

« dieux, par ces mêmes gaz, de l'organisme du travailleur. »

Mais, comme nous l'avons vu, les difficultés de créer une loi pratique sont nombreuses.

L'étude du risque professionnel nous fait rentrer dans le domaine plus vaste de la prévoyance sociale : c'est une des faces de ce problème complexe qui s'éclaire ici d'un jour tout particulier en raison de ce que, par le contrat de travail, s'explique et se justifie l'intervention décisive d'un autre que l'intéressé direct au risque, l'ouvrier.

Quelle doit être la forme-type de cette intervention ?

Est-ce une loi d'obligation constituant l'assurance par l'Etat ou plus largement l'assurance obligatoire ?

Est-ce une loi permissive « se limitant à poser certaines formes qui doivent assurer aux caisses de secours une base ferme et une administration bien réglée » (1).

Dans les deux cas, la société tend à la réparation des risques du travail sous la forme la plus scientifique de la prévoyance : l'Assurance. L'assurance totalise les pertes, les répartit entre un certain nombre de personnes exposées au risque et ainsi les rend plus régulières et moins sensibles. A un degré

(1) Dr Zacher. Congrès de Dusseldorf, 1902.

supérieur de précision scientifique, elle répartit non les pertes, mais les risques, sous forme de primes constantes, si l'on a su établir des moyennes exactes, ce qui est la solution d'un problème de statistique. La puissance publique ne peut rester indifférente en face de ces problèmes, étant donnée l'importance des valeurs ouvrières, du capital humain, dans la vie sociale. Le « Code du Travail » dont l'élaboration est peut-être prochaine, relierait les diverses interventions du législateur dans le domaine de l'industrie, en rendrait plus apparent le sens et la portée.

Pour nous, la réparation des maladies professionnelles ne peut être complète que dans une généralisation de l'assurance-maladie. Toute réparation d'un risque de misère tend à prendre la forme d'une assurance obligatoire à laquelle contribuent les patrons et les ouvriers.

C'est la forme de la législation allemande sur les maladies, la vieillesse et l'invalidité.

En France, la loi du 9 avril 1898 a déjà organisé un système quasi-obligatoire pour la réparation des accidents du travail ; la loi du 29 juin 1894 pour les mineurs, celle du 21 avril 1898 pour les inscrits maritimes prouvent bien que l'assurance obligatoire peut fonctionner chez nous aussi bien qu'à l'étranger.

La triple association de l'État, des chefs d'entreprises et des ouvriers se manifestant sous la forme de versements de fonds, sous des formes et à des

taux divers, doit aboutir à l'organisation de l'assurance ouvrière sous toutes ses formes.

Il est donc désirable à tous égards, que l'assurance soit accessible à l'ouvrier.

Est-ce pratiquement possible ? Les sacrifices que peut consentir l'ouvrier sont limités, subordonnés, d'ailleurs, au travail sans chômage : le chômage menace gravement les existences ouvrières, puisque la vie au jour le jour, aussi bien que la prévoyance même du travailleur dépendent de son gain quotidien et le risque qui le menace est double en réalité : le risque auquel correspond le paiement d'une contribution et le risque de non paiement de cette contribution par suite de chômage imprévu.

Il y a là des solutions à chercher.

L'intérêt du patron et celui de l'ouvrier, en présence du risque convergent vers la même opération de prévoyance qui leur permettrait de réduire le risque en contribution régulière (1).

L'article 5 de la loi du 9 avril 1898 prévoit une combinaison dans cet ordre d'idées, en déchargeant du service des indemnités les patrons qui auront affilié leurs ouvriers à une société de secours mutuel en prenant à leur charge une quote-part de la contribution déterminée d'un commun accord.

(1) Voir *les Assurances ouvrières et l'étude des mutualités contre l'incendie, la maladie et le chômage*, par M. B. Rochetin.

Le moyen le plus logique et le plus sûr d'arriver à la réparation complète du risque professionnel nous paraît consister dans l'organisation générale de l'assurance maladie.

Au moyen de cotisations ouvrières multiples et minimales à la fois, il serait possible, nous semble-t-il, de se procurer les ressources suffisantes à la mise en œuvre de cette théorie, et de parvenir ainsi à solutionner entièrement le problème dont la loi sur les accidents n'a envisagé qu'une des faces.

Pour favoriser les mesures préventives, il suffirait de majorer ou de diminuer les cotisations patronales proportionnellement à l'importance du coefficient de risque de leur entreprise.



## ANNEXE

---

PROTESTATIONS SOULEVÉES PAR LE PROJET DE LOI BRETON.

---

Chambre de Commerce de Paris. — Délibération du 12 novembre 1902.

1° Si l'ouvrier a travaillé dans plusieurs établissements, on ne saurait rendre le dernier employeur responsable « d'un fait à l'origine duquel il est peut-être demeuré étranger », et qui est peut-être dû à l'insuffisance des mesures prophylactiques prises par les précédents employeurs de l'ouvrier ;

2° Les professions dangereuses sont généralement rémunérées à proportion du risque couru. L'ouvrier atteint de maladie professionnelle se trouverait donc indemnisé deux fois ;

3° La difficulté de déterminer avec certitude le caractère de la maladie ferait que le patron serait, en fait, rendu responsable de toutes les maladies de ses ouvriers ;

4° Les risques imposés aux industriels seront d'autant plus écrasants qu'ils n'auront pas dans nombre de cas, la possibilité de s'en garantir par l'assurance, on arrivera à provoquer la ruine et la disparition des industries visées ;

5° Les patrons seront amenés à n'embaucher des ouvriers qu'après un examen médical qui éliminera les faibles qui se trouveront mis ainsi dans l'impossibilité de trouver un emploi.

*Conclusion.*

La proposition de loi est ARBITRAIRE et va à l'encontre des intérêts qu'elle veut défendre. Elle manque de *base juridique*.

La Chambre de Commerce voudrait qu'on substituât à la méthode de la réparation, celle de la *prévention efficace*. Elle estime qu'on ne saurait invoquer l'exemple de la Suisse où la responsabilité du patron n'est pas admise dans tous les cas.

La Chambre de Commerce de Paris a adopté également ces conclusions dans sa séance du 9 décembre 1902.

Le Syndicat du Commerce de Bois, de la Haute-Marne, à émis le vœu, le 6 juin 1903, qu'il ne soit voté aucune loi assimilant les maladies professionnelles aux accidents du travail.

Le Conseil d'arrondissement de Bourges, dans sa séance du 24 septembre 1903, a émis le vœu que la loi du 9 avril 1898 soit étendue à toutes les maladies d'ordre professionnel et particulièrement à la tuberculose, dans tous les travaux engendrant des poussières pernicieuses pour l'organisme.

Vu :

*Le Président de la thèse,*

Vu :

AMBROISE COLIN.

*Le Doyen,*

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,*

L. LIARD.

## BIBLIOGRAPHIE

---

**Ancey.**— *Les risques professionnels. Les accidents et les maladies du travail.* Paris, 1907.

**Annexe du « Journal Officiel »**, ch. 1906, nos 88 et 325.

**Annuaire de législation étrangère.**

**Assurance (l') moderne**, le **Journal des Assurances**, le **Bulletin des Assurances**, **Recueil périodique des Assurances**. Voir dans ces différents journaux articles et jurisprudence au mot « accident ».

**Avenir (l') économique**, du 15 mai 1906. Voir article sur les maladies professionnelles.

**Bellom.** — *Les lois ouvrières à l'étranger. De la responsabilité en matière d'accidents du travail. Commentaire de la loi du 9 avril 1898.* Paris, 1899.

**Bulletin du Comité permanent des accidents du travail.**  
Voir le compte rendu des congrès relatifs aux assurances contre les accidents du travail.

**Capel.**— *Les maladies professionnelles et la législation ouvrière comparée.* Thèse. Paris, 1902.

**Collection de documents sur les accidents du travail réunis par le ministère du Commerce.** (Direction de l'assurance et de la prévoyance sociales.)

**Étude sur les maladies professionnelles considérées comme accidents du travail.** M. Desbouis, de la Faculté de médecine de Paris.

**Gazette des tribunaux.** Jurisprudence.

**Journal de droit international privé.** 1905, p. 401.

**Lacassagne.** — *Précis d'hygiène privée et sociale.*

**La loi.** Jurisprudence.

- Le Carbonnier de la Mersanglière.** De la réparation des conséquences des maladies professionnelles. Thèse. Paris, 1906.
- Le Monde économique,** nos des 7 janvier 1903 et suiv. Voir articles de M. Boyer.
- Le Moniteur des Assurances,** numéro du 15 mars 1907.
- Maladies professionnelles.** Étude technique sur leur assimilation aux accidents du travail, publiée par les soins de la Direction du travail.
- Marestaing.** — *Définition des accidents du travail dans les divers pays.*
- Ollive et Le Meignan.** — *Accidents du travail. Médecine légale, jurisprudence.* Paris, 1904.
- Pic (P.).** — *Étude critique sur les accidents du travail. Revue d'économie politique.* 1898. — *Traité élémentaire de législation industrielle.*
- Proust (A.).** — *Éléments d'hygiène.*
- Rapport de M. Hatton à la Chambre syndicale des produits chimiques.** 1902.
- Rapport préparatoire au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.** (Direction de l'assurance et de la prévoyances sociales).
- Recueil de sommaires de la jurisprudence française.**  
F. Phily.
- Renaut.** — *De l'intoxication saturnine chronique.* Thèse. 1875.
- Revue politique et parlementaire,** numéro de juillet 1904, p. 37. Lire l'étude de M. André Lacroix.
- Sachet.** — *Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail.*
- Statistique des maladies professionnelles en Angleterre dans le « Bulletin de l'Office du travail ».** 1903, p. 42 et suiv.
- Weydenmeyer.** — *Des garanties pour le paiement de l'indemnité en matière d'accidents du travail et de leur organisation spécialement en France.* Thèse, Paris, 1901.

# TABLE DES MATIÈRES

|                    | Pages |
|--------------------|-------|
| INTRODUCTION ..... | 1     |

## PREMIÈRE PARTIE

### Différence entre l'accident et la maladie professionnelle.

|                                                                                                                                                   |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. — <i>Définition de l'accident. — Extension donnée au mot « accident » par la jurisprudence</i> .....                                           | 7  |
| II. — <i>Critique de cette extension</i> .....                                                                                                    | 19 |
| III. — <i>Définition de la maladie professionnelle</i> .....                                                                                      | 35 |
| IV. — <i>Situation particulière de certaines catégories d'ouvriers. — Lois des 21 avril 1898 et 29 décembre 1905. — Loi du 29 juin 1894</i> ..... | 36 |

## DEUXIÈME PARTIE

### Théorie du risque professionnel, son fondement et ses applications dans les législations étrangères.

|                                                                                       |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. — <i>Étude théorique du risque professionnel. — Évolution de ce principe</i> ..... | 43 |
| II. — <i>Fondement du principe de réparation des maladies professionnelles</i> .....  | 50 |
| III. — <i>Application de ce principe dans les législations étrangères :</i>           |    |
| Suisse .....                                                                          | 53 |
| Allemagne .....                                                                       | 57 |
| Belgique .....                                                                        | 63 |
| Italie .....                                                                          | 64 |
| Grand duché de Luxembourg .....                                                       | 66 |
| Angleterre .....                                                                      | 66 |

## TROISIÈME PARTIE

Des différents essais de législation française en matière  
de maladies professionnelles.

|                                                                                                                                                                                                                 |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. — <i>Demandes d'assimilation des maladies professionnelles aux accidents du travail, présentées à la Chambre des députés avant la loi de 1898.....</i>                                                       | 79  |
| II. — <i>Propositions d'assimilation postérieures à la loi de 1898. — Amendement Vaillant .....</i>                                                                                                             | 83  |
| III. — <i>Propositions Breton des 5 décembre 1901 et 3 juillet 1903. — Difficultés d'assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail . . .</i>                                                 | 85  |
| IV. — <i>Organisation et travaux des commissions d'études sur les maladies professionnelles. — La commission d'hygiène industrielle et le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail</i> | 99  |
| V. — <i>L'assurance obligatoire.....</i>                                                                                                                                                                        | 104 |
| VI. — <i>Projet gouvernemental. ....</i>                                                                                                                                                                        | 109 |
| VII. — <i>Proposition Breton du 13 juillet 1906.....</i>                                                                                                                                                        | 141 |
| CONCLUSION .....                                                                                                                                                                                                | 147 |
| BIBLIOGRAPHIE.....                                                                                                                                                                                              | 155 |

---

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute.

---





